

# droit et liberté

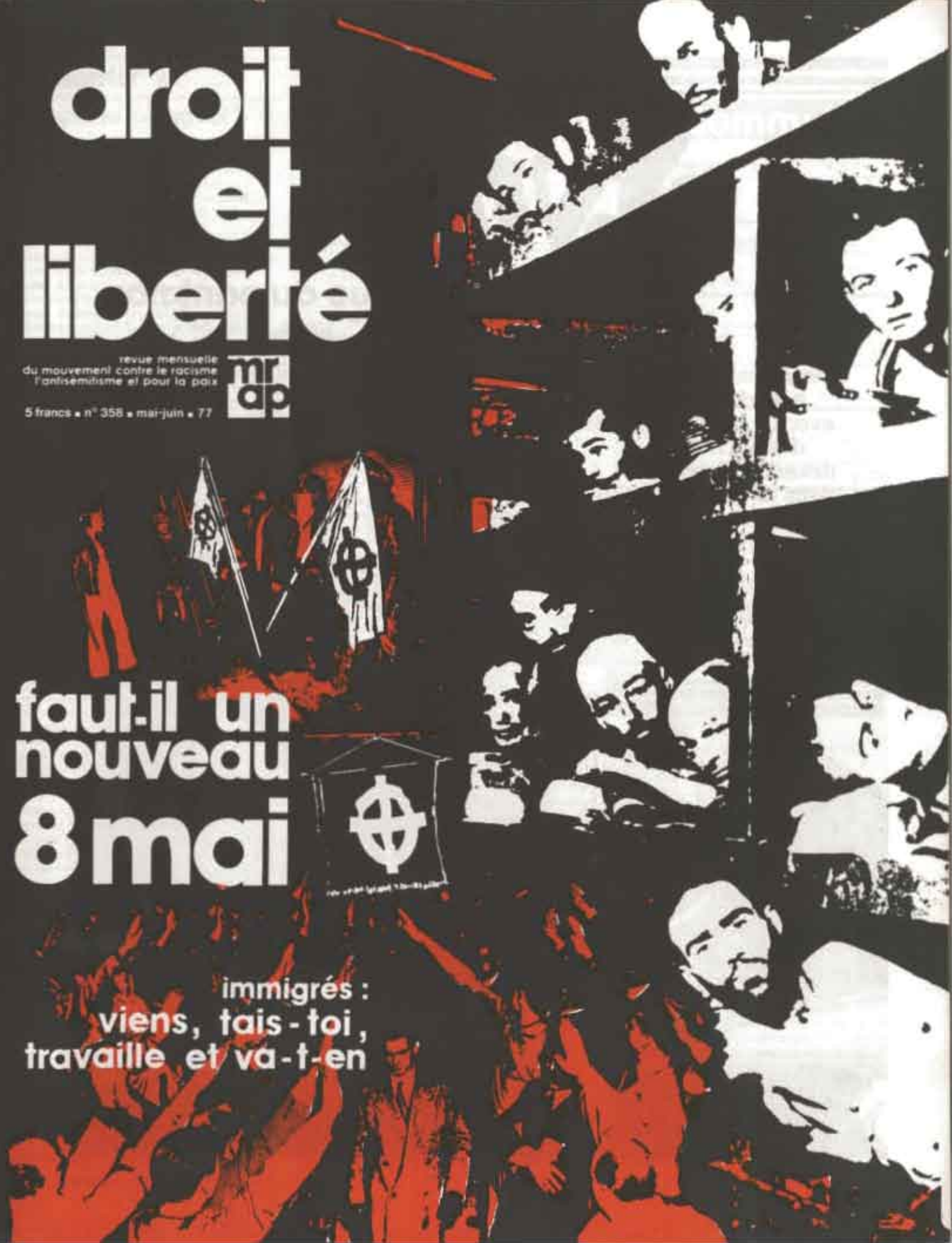
revue mensuelle  
du mouvement contre le racisme  
l'antisémitisme et pour la paix



5 francs • n° 358 • mai-juin • 77

faut-il un  
nouveau  
8 mai

immigrés :  
viens, fais-toi,  
travaille et va-t-en



# Sym

## La marque du pantalon

Les jeans de Sym  
sont de vrais jeans  
avec de vraies surpiquûres,  
des poches  
devant et derrière  
dans un denim bleu foncé,  
et la coupe Sym  
bien entendu.



### ■ courrier ■

#### le racisme, pourquoi ?

J'approuve entièrement votre excellente initiative de soumettre à vos lecteurs un thème de réflexions comme la lettre de M. Cochet publiée dans votre numéro 354. Reprenons ses assertions :

1) « Racisme naturel ou honteux » : le mot approprié devrait être patriotisme; il n'y a aucune honte à préférer son pays; mais les racistes nous ont prouvé que leur « patriotisme » consiste surtout à haïr les autres... On peut aimer pourtant sa terre, sa nourriture, son pays sans pour autant détester les voisins; le patriotisme, ce n'est pas le chauvinisme, ce n'est pas la xénophobie; le patriotisme n'implique nullement la haine des autres nations, de même qu'on peut aimer sa mère sans haïr les autres mères.

2) « Racisme culturel ou assumé » : se considérer supérieur aux autres, voilà en effet le vrai racisme. On le sucre dans le lait familial et social, car avant d'être dans l'individu, il est d'abord dans les institutions, les idéologies, dans l'éducation et dans la culture : mythe de l'homme blanc supérieur, colonisés présentés comme des êtres barbares, inférieurs; généralisation au niveau d'une communauté d'un peuple, d'un défaut d'un seul individu : un immigré vole, tous les immigrés sont des filous; un juif est escroc : ils sont tous pareils, etc... Les préjugés ont la vie dure; il est plus facile, aux dires d'Einstein, de briser un atome qu'un préjugé.

Il n'y a pas en réalité de racisme assumé, contrairement aux allégations de M. Cochet : je crois que le racisme est tellement déconsidéré par les horreurs nazies que personne maintenant ne se reconnaît ouvertement raciste. Alors, on biaise, on ergote, on utilise des euphémismes pour ne pas éveiller des idées fâcheuses. Mais ces figures de style ne trompent plus personne et le pire raciste est bien celui qui s'ignore, celui qui déclare : « Je ne suis pas raciste mais... » Ce « mais » restrictif est révélateur d'un racisme d'autant plus difficile à combattre qu'il n'est pas assumé, qu'il est devenu un phénomène social bien connu : peur, peut-être inconsciente, de ce qui est différent par son mode de vie, sa couleur de la peau, son accent, sa culture...

3) « Racisme paradoxal » : mille regrets, M. Cochet, je ne trouve pas autour de moi cette forme de racisme. Je n'ai jamais entendu un blanc dire qu'un noir, un jaune lui soient supérieurs. Sauf quelquefois à propos du sport, du sexe, mais on s'empresse d'ajouter : « Parce qu'ils vivent plus près de la nature ». Charmant euphémisme pour signifier qu'ils sont encore des sauvages.

Au terme de cette trilogie conceptuelle du racisme, je m'aperçois que j'aurais dû adopter un autre plan qui aurait le mérite de cerner davantage les divers racismes :

1) racisme épidermique; 2) racisme inoculé; 3) racisme revancharde; 4) racisme économique; 5) racisme religieux; 6) racisme politique enfin.

Alors, j'aurais conclu que ce dernier racisme inclut tous les autres car tous les racismes sont politiques, c'est l'évidence même : la

politique s'en sert pour créer des boucs émissaires en vue de maintenir les gouvernants en place, en détournant l'attention des gens des problèmes urgents. C'est surtout à cela que sert le racisme; sa montée coïncide toujours d'ailleurs avec le début d'une crise. Pétrole cher ? c'est la faute aux Arabes ! Chômage ? Y'a qu'à renvoyer les immigrés ! Délinquance ? responsabilité des étrangers ! Scandale ? finance juive ! (« Le Point » a trouvé une grand-mère juive au prince de Broglie assassiné).

B. BELARBI  
50000 - Saint Lô.

#### dignité pour les antilles

Ayant lu votre dossier sur les Antilles (numéro de février), je suis d'accord avec Me George Pau-Langevin en ce qui concerne le constat de différences objectives de situations économiques et sociales dont il convient de tirer les conséquences sur le plan institutionnel, et notamment sur celui des lois sociales : en effet pour les allocations familiales, l'incitation démographique n'a pas de raison d'être dans ce pays à « démographie galopante »; par contre l'abandon économique dans lequel se trouvent ces départements et qui place sa population dans des conditions de vie difficiles et dans certains cas angoissantes, est inadmissible.

A défaut de leur appliquer un statut social absolu équivalent à celui de la métropole, il conviendrait de supprimer les monopoles qui empêchent le développement de certains produits ou industries, à la suite d'interdits qui remontent à l'époque coloniale : je m'explique, inexistence de raffineries de sucre sur place, mévente du sucre de canne qui concurrence le sucre de betteraves, interdiction d'implanter des vignes, abandon de la culture du café et, dans l'ensemble, de la polyculture (cacao, etc...) au profit de cultures comme l'ananas, qui ne gênera pas la métropole.

Un obstacle au développement agricole de ces départements réside dans le fait que la plupart des grands domaines bien placés appartiennent à des sociétés, obligeant les exploitants agricoles locaux à vivre sur des parcelles non rentables. Les cotisations qui leur sont demandées sont par ailleurs assez peu différenciées, puisque à partir de 400 ha pondérés, et au-dessus, la cotisation est la même, ce qui aboutit à une charge plus lourde pour les petits exploitants que pour ceux qui disposent couramment de 1.000 hectares et plus, peu nombreux, mais disposant de moyens financiers nettement supérieurs aux autres.

Il faut aussi insister sur la mentalité raciste inculquée aux enfants des lycées français, mentalité qui n'existait absolument pas avant guerre. Inculquée par qui ? Non pas par les enseignants, mais par les parents eux-mêmes, sans doute dans la crainte du « mariage mixte ». Ce rejet par les enfants dès l'âge de la maternelle, de camarades de couleur, les traumatise gravement et crée des haines d'adultes qui ne peuvent que compromettre les relations de pays à pays et sont inacceptables.

D'où j'en viens à estimer que le plus important pour les Antillais est le droit de la dignité, au

## au sommaire

### ■ l'événement ■

nous sommes tous  
des lorrains ..... p. 6

### ■ au fil des jours ■

proche-orient :  
la guerre de 10 ans. .... p. 91

### ■ dossier ■

faut-il un nouveau  
8 mai ? ..... p. 13

antisémitisme  
l'éternel recours ..... p. 15

### ■ pleins feux ■

cinéma ..... p. 21  
livres : sur les juifs d'u.r.s.s. .... p. 23

### ■ action ■

gros plan :  
du conseil au congrès ..... p. 25

### ■ éducation à la fraternité ■

du pratico-pratique ..... p. 28

### et nos rubriques habituelles...

la couverture est de Jean-Yves Treiber.

respect, auxquels peut prétendre toute être  
humain, dans une civilisation digne de ce nom.

G. DRONNIER  
38 - Meylan

### dans les camps de vichy

J'ai été très ému et indigné comme tous les  
gens (même, je veux le croire, ceux qui ne  
sont pas de nos amis) par l'agression dont le  
M.R.A.P. a été victime.

Si, en effet, le M.R.A.P. ne s'est constitué  
qu'au moment où tous ceux qui condamnent  
l'antisémitisme comme le plus odieux des  
racismes, pouvaient se grouper, j'ai, pendant  
les années où les Allemands occupaient  
notre pays, été d'une équipe qui s'était  
donné pour tâche de défendre les juifs contre  
les hommes de Vichy. Nous avions - une  
vingtaine d'hommes et de femmes de toutes  
les croyances, dont très peu étaient  
d'origine juive (c'était le cas d'un prêtre  
catholique) - organisé une association de fait,  
dont les membres se rencontraient assez  
fréquemment - le plus souvent à Nîmes.  
J'avais accepté de visiter tous les camps où

## Fabricants de Bonneterie

- POUR VOS FILS CLASSIQUES ET FANTAISIE

- POUR VOS BOBINAGES A FACON

## Valmy-Textiles

93, quai de Valmy Tél. 206-94-73  
PARIS-10<sup>e</sup> 607-32-80

Dépositaire des Ets DELMASURE  
(laine peignée Nm 2/28, 1/28, 1/40)

Case réservée

JERSEYS DE LUXE

TRICOTS DE LUXE

Margaret

5, Rue Magenta - 93-PANTIN  
Téléphone : 845-39-40 et 39-41  
MÉTRO : PORTE DE LA VILLETTE

Esuvé★

FABRIQUE DE PETITE MAROQUINERIE  
DE LUXE

88, RUE DES ARCHIVES, 75003 PARIS  
TÉL. 272 64-67

il y a encore des gens  
qui ne lisent pas droit et liberté

une offre spéciale  
trois abonnements  
de six mois  
pour 50 francs

vous êtes déjà abonnés  
mais vous avez trois amis  
qui vivent encore sans lire  
droit et liberté

vous avez oublié de vous  
réabonner, mais vous  
ne voulez pas priver  
votre journal des 50 F  
que vous lui réserviez  
vous vous rattrapez en  
le faisant connaître  
à deux autres personnes

vous ne connaissiez pas  
droit et liberté  
maintenant c'est fait  
vous profitez aussi de  
l'offre spéciale pour faire  
deux autres antiracistes

Je verse 50 francs pour les 3 abonnements-  
cadeaux ci-dessous.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

les juifs étaient internés - du moins dans la  
zone alors non occupée. Je crois les avoir vus  
tous.

Je pouvais - ayant été fonctionnaire à  
Strasbourg après 1918 - obtenir sans peine  
d'entrer dans tous les camps, et les directeurs  
(généralement des commissaires de police)  
me faisaient un accueil déférent.

Le premier camp que j'ai visité après la  
Deuxième Guerre fut le camp de Gurs, dont  
les assistantes sociales bénévoles se  
trouvaient être des Alsaciennes (pour la  
plupart, sinon toutes, juives elles-mêmes),  
et à leur tête se trouvait une de mes anciennes  
secrétaires. Ayant quitté l'administration  
préfecturale, je m'étais inscrit au Barreau et,  
à deux ou trois exceptions près, je n'ai eu que  
des secrétaires-dactylos juives, aussi  
longtemps que j'ai été avocat à Strasbourg. Et  
c'est encore une juive alsacienne qui a été ma  
collaboratrice quand, installé en Béarn, j'ai été  
inscrit au Barreau de Pau.

C'est vous dire pourquoi je suis  
particulièrement ému par l'agression que le  
M.R.A.P. a subie.

Vous trouverez sous ce pli ma contribution.  
Jacques FONLUPT-ESPERABER  
64000 Pau.

## solidarité

Pris par mes obligations professionnelles, je  
n'ai malheureusement pu assister au meeting  
du 2 mars, mais je tiens à vous dire mon  
indignation face à l'attentat perpétré au  
domicile de Charles Palant et à vous exprimer  
ma solidarité, dont vous ne doutez pas  
d'ailleurs.

Georges CASALIS, pasteur  
(92) Antony.

droit  
et  
liberté  
mensuel

120, rue saint-denis, 75002 PARIS  
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239-81 PARIS

directeur de la publication albert lévy

rédaction jean-louis sagot-duvauroux

maquette lucky thiphaine

publicité au siège du journal

ABONNEMENTS  
• UN AN 50 FRANCS • SOUTIEN 100 FRANCS  
ANTILLES REUNION MADAGASCAR AFRIQUE FRANCOPHONE  
LAOS CAMBODGE NOUVELLE CALEDONIE 35 FRANCS  
AUTRES PAYS 75 F - CHANGEMENT D'ADRESSE 2 F

droit et liberté n° 358 mai/juin 1977

## ■ éditorial ■

# un racisme de crise

Les multiples témoignages qui parviennent à la Permanence juridique du M.R.A.P. révèlent de façon dramatique l'insécurité, la peur, l'angoisse qu'éprouve un nombre croissant de travailleurs immigrés. Voués par les autorités à la vindicte de leurs camarades de travail (ou de chômage) à qui on les désigne comme cause et solution de la crise, abandonnés sans véritable recours judiciaire ou policier aux agissements de criminels racistes chaque fois absous, perpétuellement sous l'angoissante menace de l'arbitraire, inquiets de la multiplication de décisions les concernant et sur lesquels ils n'ont aucune prise, les travailleurs étrangers subissent aujourd'hui, plus que quiconque, l'aggravation d'une crise qui nous atteint tous.

Dans le même temps, des mesures particulièrement sévères et injustes remettent en cause les droits exercés depuis des années par les organisations d'Africains en France. On exige d'elles qu'elles se soumettent à un décret-loi de 1939, une loi de guerre draconienne qui limite considérablement leur champ d'action et qui permet un contrôle permanent des pouvoirs publics sur leur recrutement, leur activité, leurs options. On sait que, dans plusieurs pays, des travailleurs ont été arrêtés à leur retour, parce qu'ils avaient eu une activité syndicale en France. Par quels canaux leurs noms étaient ainsi connus ? Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs immigrés et leurs organisations n'ont pas, sur ce point, une confiance absolue dans la police française. Un élément de plus qui accroît le sentiment d'insécurité et d'isolement des étrangers qui travaillent en France.

L'offensive la plus grave, et la plus récente, se situe sur le front de l'emploi. Des allusions, on passe aux actes. On donne fallacieusement l'impression que l'on veut faire un cadeau mirobolant aux travailleurs immigrés en les gratifiant d'un « pécule » pour qu'ils s'en aillent. En fait, le montant de ce pécule ne correspond pas du tout à ce dont ils devraient bénéficier en tant que chômeurs, sans compter les problèmes humains que pose une telle campagne. On s'efforce, en tout cas, d'accréditer l'idée que la solution du chômage se trouve là, alors que des rapports officiels du gouvernement et du patronat prouvent le contraire.

Si l'on tente ainsi d'intimider les travailleurs immigrés et de les réduire au silence (et l'on sait qui en profiterait), il faut, en outre, rapprocher ces faits de l'atmosphère de violences racistes et fascistes qui visent, elles aussi, à réduire la protestation croissante contre la montée de ces périls, la lutte menée partout pour l'extension des libertés de tous : attentats contre le M.R.A.P., contre des organisations juives, des amicales de déportés, des personnalités de la Résistance et des militants antiracistes, mais également contre des locaux syndicaux, comme à la Bourse du Travail de Grenoble, contre des permanences de partis politiques, contre les syndicats étudiants, comme à la faculté d'Assas et à celle de Dauphine. Cherche-t-on, par là, à créer une situation « à l'italienne » qui permettrait de rêver à la mise en place de la solution « pure et dure » à laquelle aspirent les « groupe Joachim Peiper » et autres « Comité anti-M.R.A.P. » ?

Il faut être net. Si les pouvoirs publics ne se décident pas à faire cesser les agissements de ces groupes, s'ils continuent à rejeter les causes du développement de la crise sur des travailleurs qui en sont les premières victimes, au risque d'empoisonner la vie sociale par le racisme, ils doivent savoir quelle responsabilité est alors la leur... Et que l'immense majorité des hommes et des femmes qui vivent dans ce pays les jugeraient sévèrement d'avoir fait courir ce risque à la France.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

# les travailleurs de thionville : nous sommes tous des lorrains

Le 23 février dernier, M. Dijoud, alors secrétaire d'Etat à l'immigration, déclarait au cours d'un voyage dans l'Est : « Il n'est pas question de suivre l'exemple allemand et de renvoyer les immigrés dans leur pays. Nous veillerons à assurer leur reclassement en cas de suppression d'emplois, ainsi qu'à les faire bénéficier du même droit et de la même protection que nos compatriotes ».

Il n'aura pas fallu longtemps pour que ces belles paroles reçoivent des faits le démenti le plus cinglant.

Un reportage pris sur le vif par Jean-Louis Sagot-Duvaurois lors de la manifestation des ouvriers de la sidérurgie lorraine à Paris, montre quelle est leur opinion sur la question.



Les sidérurgistes lorrains au Champs de Mars.

— Je fais une enquête pour droit et liberté, la revue du M.R.A.P. Pourriez-vous me dire ce que vous pensez de la mesure d'expulsion des immigrés annoncée par le gouvernement à la suite des fermetures d'usines dans la sidérurgie lorraine ?

Le groupe de travailleurs africains auquel je me suis adressé tout d'abord s'apprête à intégrer la manifestation. Ce midi d'avril, des milliers d'ouvriers lorrains sont venus à Paris manifester leur mécontentement face aux licenciements dans leur bassin minier.

— Oh ! Vous savez, nous, on est de la région parisienne, on est seulement venus pour la solidarité. Nous aussi, on est en grève, alors on est venu aider les camarades.

Curieux air de fête, la tour Eiffel, ce jour-là. La queue des touristes forme un grand point d'interrogation sur le fond de drapeaux rouges et de banderoles que tiennent les ouvriers. On chante, on ima-

gine des slogans, on serre les mains de ceux qui arrivent. Et pourtant, une grande inquiétude. Demain, on devra compter ceux qui auront perdu leur travail. Face à cette situation, le gouvernement annonce qu'il s'orientera vers le licenciement de catégories pour lesquelles les choses seraient « moins graves » : les femmes mariées, les travailleurs les plus âgés, et bien entendu, les immigrés, le licenciement de ces derniers se doublant d'une expulsion en bonne et due forme. La manœuvre est évidente. On escompte qu'un réflexe chauvin permettra d'atténuer l'amertume de la pilule, qu'au fond, une petite pincée de racisme pourra arranger pas mal de choses. Les travailleurs lorrains tomberont-ils dans le piège ? C'est pour tenter de répondre à la question que je me promène maintenant, au hasard de la manifestation, le magnétophone à la main.

— Que pensez-vous de la décision d'expulser...

Impossible de terminer la phrase; la réponse vient, cinglante :

- Absolument pas !
- Pas d'accord !
- Ça ne marche pas ça !

Viennent les explications plus circonstanciées :

— Les immigrés ont toujours travaillé en Lorraine, ils ont toujours été considérés comme des Lorrains, y'a pas de raison qu'aujourd'hui, on leur dise : « Messieurs, on ne vous connaît plus, on n'a plus besoin de vous ! » Ils ont participé à l'essor de la Lorraine, il faut qu'ils continuent.

— Ils sont allés les chercher là-bas et maintenant, ils voudraient les virer, c'est pas juste, c'est pas normal !

Un mineur portugais s'approche :

— Giscard d'Estaing, il ne nous considère pas comme des êtres humains, vous voyez, on n'est pas considéré comme des êtres humains. Somos tos...

Le feu de la conversation a fait resurgir la langue maternelle.

Nous sommes au cœur de la manifestation, au cœur des manifestants.

Un travailleur marocain qui passe est arrêté par ses camarades qui l'invitent à entrer dans le cercle.

— D'après la thèse des patrons, si on expulse les étrangers, ça va donner du travail aux Français. C'est une théorie fautive.

Les travailleurs immigrés, c'est pas de leur faute s'il y a crise dans l'emploi en France. Les patrons ont cherché à nous attirer par trains entiers pour faire pression sur les salaires des Français, et maintenant, ils veulent nous expulser. C'est pas que les travailleurs immigrés ont peur de retourner chez eux, c'est pas ça, c'est parce qu'on se considère comme des hommes, comme des humains, pas du bétail. Voilà, alors on s'oppose à la façon dont les patrons nous exploitent.

A la question : « ne pensez-vous pas que les difficultés liées au chômage ne risquent pas de développer un certain racisme », la réponse vient, péremptoire :

— Qu'on cherche à développer le racisme, ça, c'est clair. Mais que les ouvriers lorrains marchent dans la combi, pas question !

Un peu plus loin, on discute « conditions de travail » :

— Il faut voir aussi le travail qu'on leur donne.

— Les laminoirs; vous n'êtes jamais entré dans les laminoirs, faut le voir pour y croire, et puis les hauts-fourneaux. C'est vraiment le plus sale boulot !

— Ça, on peut leur tirer le chapeau à ces gars-là.

Les slogans enflent et s'éparpillent en vagues successives : « Cho-cho-cho, chô-

mage, ras le bol », etc. Et puis montent, derrière moi, ces mots martelés : « Français, immigrés, même patron, même combat ! »

Dans la cohue, haussant le ton pour que l'enregistrement puisse se faire, un gars de Villerupt raconte :

— Nous, à Villerupt, on a fait une grande manifestation contre l'expulsion, dimanche dernier, avec tous les immigrés (sic). On était tous là, à 100 %. Nous sommes contre le renvoi des immigrés dans leur pays. Voilà ce que nous demandons : la garantie de l'emploi pour tout le monde.

— Eh, oui ! Eh, oui ! Il faut le dire, parce qu'on ne les a pas appelé comme ça, les immigrés, après la guerre. Le gouvernement les a fait venir. Pourquoi ? Parce qu'on en avait besoin, de cette main-d'œuvre. Bien sûr, aujourd'hui, il y a une crise. Mais cette crise, qui est-ce qui l'a provoquée ?

Un flottement parcourt la foule. Le trajet initialement prévu vers le Palais Bourbon est interdit. Il faut faire demi-tour. Une légère brise ensoleillée galbe les banderoles qui jettent maintenant leurs indications face à la lumière. On dirait que le temps aussi veut souligner la bonne surprise. Dirais-je que je ne m'attendais pas du tout à une telle unanimité ? L'ami malien qui m'a accompagné



Il fallait s'y attendre

est lui-même visiblement impressionné. Bien sûr, ceux qui se sont déplacés pour venir à Paris sont certainement parmi les plus motivés des travailleurs du bassin lorrain. Mais tant de conscience, sur un point qui pourrait sembler anecdotique, eu égard à l'étendue des problèmes posés par des licenciements aussi massifs. C'est vraiment, pour un militant antiraciste, un encouragement splendide.

Une dernière fois dans la foule, au hasard, pour en avoir le cœur net. A un jeune ouvrier de Richemond :

— Que pensez-vous de l'intention du gouvernement de licencier en priorité les travailleurs immigrés et de les expulser ?

— Des déclarations comme ça, c'est subversif. Une voiture sur deux est construite par des immigrés, 80 km sur 100 d'autoroute sont construits par des immigrés, alors, regardons ce que devient la France si on licencie les immigrés, l'économie française. C'est la seule solution qu'ils ont trouvée; mais nous, nous disons :

droit et liberté ■ n° 358 ■ mai/juin 1977

« Où est passé l'argent de la Lorraine, l'argent qu'on a donné aux entreprises et qu'ils sont allés investir chez les immigrés, d'ailleurs, au lieu de les investir en Lorraine ? »

Pour paraphraser l'expression de l'abbé

Pierre, les ouvriers de la sidérurgie lorraine ne se sont pas trompés de colère. Ainsi, l'action antiraciste porte ses fruits, l'amitié aussi se dessine dans la trame de notre pays, et c'est bon.

J.-L. S.-D.

## un non-sens économique

Le gouvernement et la majorité parlementaire qui le soutient, viennent de décider, entre autres mesures, de favoriser le départ des travailleurs immigrés. L'incitation consistera en une sorte de prime d'environ 10 000 francs.

Cette mesure devrait, selon M. Barre, résoudre les problèmes de l'emploi. Il est vrai que ce n'est pas la première fois que le gouvernement prend pour cible les immigrés, essayant, en opposant les travailleurs entre eux, de donner ainsi l'impression qu'il s'attaque réellement au problème.

Déjà en 1974, au moment de l'approfondissement de la crise, il avait décrété l'arrêt de toute immigration. Le tout étant comme il se doit accompagné d'une vaste campagne, dont on a vu les effets racistes, menée tambour battant par M. Poniatoski, à l'époque.

Cela, on le voit, n'a pourtant pas résolu les problèmes. Actuellement 1 450 000 jeunes, femmes, travailleurs qualifiés sont à la recherche d'un emploi.

Mais ne nous y trompons pas. Quand M. Barre parle de renvoi des travailleurs immigrés, il sous-entend un départ sélectif. On ne renverra dans leur pays que les salariés dont le patronat estimera ne plus avoir besoin. Et c'est précisément là une autre dimension du scandale.

En effet, une étude officielle sur « les effets de l'immigration en France » vient de montrer le rôle précieux joué par ces travailleurs dans notre économie.

Ce rapport dit « rapport Le Pors » précise que la présence des travailleurs immigrés n'est pas due au hasard mais relève bien de la volonté patronale... dont il indique les raisons : « L'acceptation (par ces salariés) de travaux pénibles, la possibilité d'embauche limitée dans le temps, leurs moindres exigences en matière de rémunérations et de droits syndicaux ».

Et de fait, 90 % d'entre eux gagnent moins de 3 000 francs par mois.

Loin de se concentrer dans le secteur des services, les immigrés participent activement à la production, notamment dans les industries de transformation. Plus du quart d'entre eux travaillent dans l'automobile, le bâtiment et les travaux publics (B.T.P.). Ils représentent 24 % des effectifs totaux de ce dernier secteur, 26 % dans l'automobile.

De plus, contrairement aux idées largement répandues, la présence des immigrés dans la production n'est pas un frein à la modernisation. Leur nombre, notamment dans les deux secteurs cités plus haut, s'est au contraire accru dans les mêmes proportions que les augmentations de capital. Ce qui est loin d'être vrai pour les nationaux. Le rapport précise ainsi : « Le recours aux travailleurs immigrés accompagne plus qu'il ne concurrence l'investissement ». Tenant compte de ces caractéristiques, le rapport officiel a précisément étudié ce qui se passerait si l'on diminuait de 150 000, le nombre de travailleurs immigrés en France (ils sont actuellement 1 900 000).

Se traduisant par une main d'œuvre disponible moins importante, ce départ entraînerait un relèvement des salaires d'autant plus important que le salaire actuel des immigrés est particulièrement faible.

Les profits des patrons ne pouvant, dans ce système, être en aucun cas entamés, l'étude indique que « cela se traduirait par un surcoût, susceptible d'affecter la compétitivité de l'économie globale ». La principale conséquence sera un déficit accru du commerce extérieur. Cela ne saurait manquer de réduire encore la production et donc d'augmenter les suppressions d'emplois.

En outre, la réduction de la main d'œuvre immigrée se traduira par « une substitution accélérée du capital au travail ». Autrement dit on remplacera les hommes par des machines. D'où, à terme, un chômage accru.

Chiffrant chacune de ces étapes, l'étude officielle conclut : « La diminution de 150 000 actifs immigrés entre 1976 et 1980 ne créera que 13 000 emplois pour les nationaux. Le déficit extérieur (même compte tenu d'une réduction des transferts de fonds de 0,5 milliards) se dégradera de près de 4 milliards de francs ».

On voit que le renvoi des immigrés sous prétexte de défendre l'emploi et d'en créer de nouveaux est un faux prétexte connu comme tel par ceux qui l'utilisent. C'est d'autant plus injuste que le rapport ministériel montre que les travailleurs immigrés versent au gouvernement (sous forme de cotisations) plus qu'ils ne reçoivent (sous forme de transferts). Le rapport Le Pors indique : « cela se traduit par un net avantage pour les finances publiques ».

Non contents d'utiliser abusivement une main d'œuvre immigrée sous-payée, les milieux dirigeants, favorisant une vaste campagne raciste, veulent maintenant les mettre dehors, là où ils estiment qu'ils ne sont plus utiles.

Maud PASCAL

# AVRON TAPIS

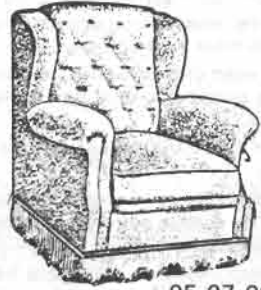
373.20.04 - 373.26.51

47 Rue d'Avron PARIS XX

PAPIERS PEINTS

MOQUETTES

TAPIS



Sièges

**Costal**

DÉCORATEUR-CONSEIL

95-97-99, Fbg. SAINT-MARTIN, 75010 PARIS

FABRICANT

Téléphone : 208.30.15  
206.96.51

CHAUSSURES

# FELIX

SOLDE TOUTE L'ANNÉE

à 50 mètres du marché de Wazemmes

Tél. 54 95 57

5 et 5 bis, rue Jules-Guesde - Lille

# ROZENBLIT

106, avenue Monclar - 84009 AVIGNON

82.10.18 Téléph 82.34.40

## s.a. didot-garage

133, rue Didot - PARIS XIV<sup>e</sup>  
Tél. 828.05.82



MECANIQUE - CARROSSERIE  
STATION - SERVICE  
GARAGE - PARKING  
ACHAT - VENTE  
NEUF - OCCASION

# LOGIAL

6000 m<sup>2</sup>  
d'exposition

MEUBLES - MÉNAGER - T.V. - HI-FI

## Ets. ROZENBERG Père et Fils

Avenue d'Orléans - CHARTRES (28)

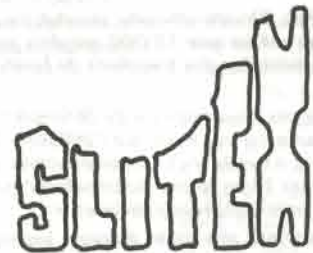
Téléphone 21.09.37

# boddy

Société à responsabilité  
limitée capital 50.000 F

218, rue Saint-Denis  
PARIS 2<sup>e</sup> -

Tél. 231.33.84  
231.46.29  
508.03.17



PRÊT A PORTER - FOURRURES  
SYNTHÉTIQUES - CUIRS ET PEAUX  
CREATIONS

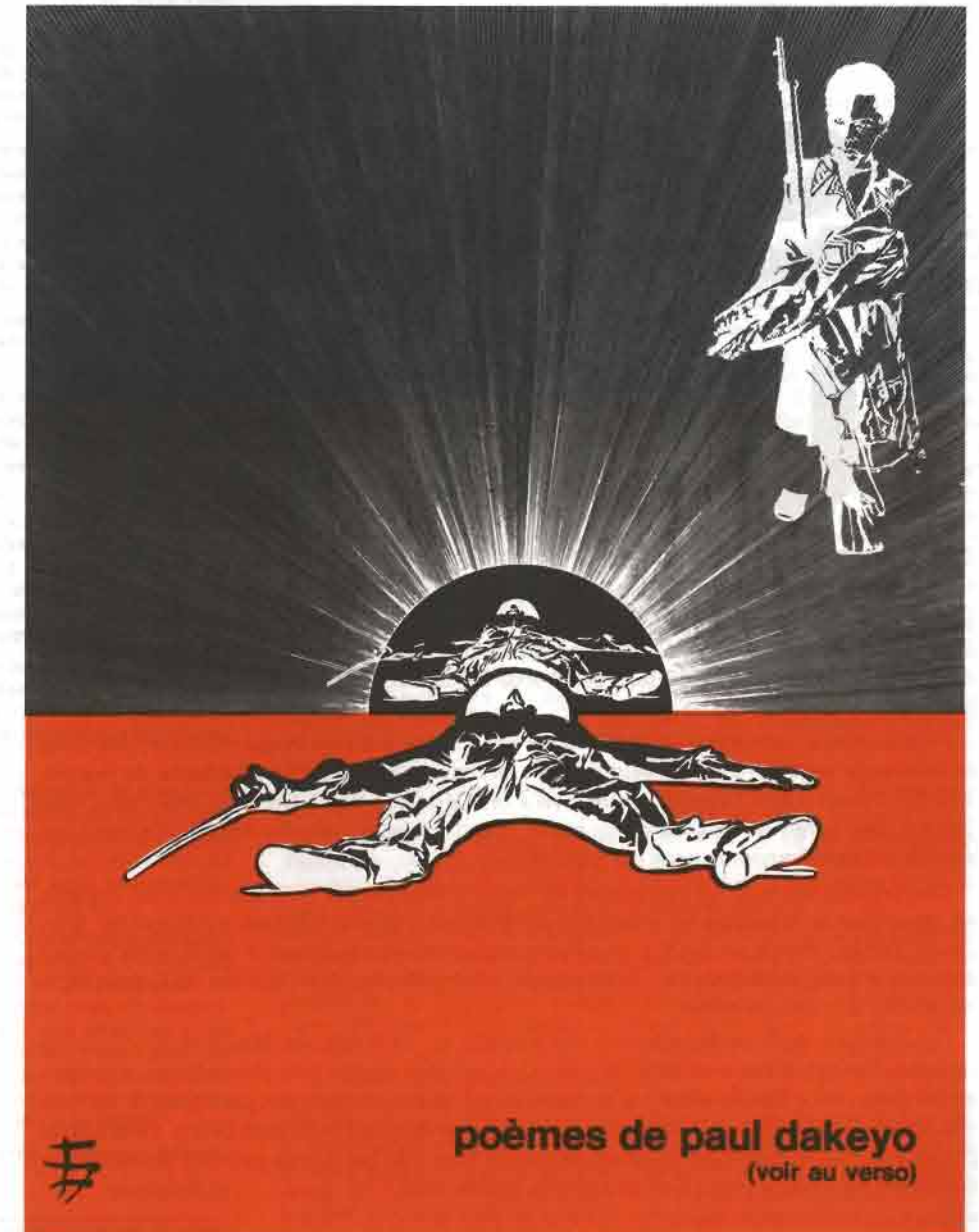


PARIS MAGASINS ET BUREAUX

17, Rue Godefroy Cavaignac - 75011 Paris

TEL. : 805 53 28 - 700 50 53 - 355 64 73

# soleils fusillés



poèmes de paul dakeyo  
(voir au verso)

# soleils fusillés

Voilà un an, pleuvaient les balles de l'apartheid sur les enfants de Soweto, soulevés contre le régime raciste de l'Afrique du Sud. Ceux que chante ainsi le poète camerounais, Paul Dakéyo, ce sont d'abord ses frères, dans l'immense tâche historique de la libération de l'Afrique. Mais se sont surtout ces frères d'une humanité qui veut croire au mot de justice.

Plus de 100 poèmes nous entraînent au cœur d'une espérance qui trouve ici des mots radieux pour se dire. Dans la veine de ses premiers recueils, « **Les barbelés du matin** », « **Le Cri Pluriel** » et « **Chant d'accusation** » (aux éditions Saint-Germain-des-Prés), Paul Dakéyo fait surgir la voix du cœur et de l'esprit, face au silence égoïste de ceux qui savent, à l'indifférence de ceux qui ignorent.

Des artistes de tous les continents ont tenu à illustrer cet ouvrage qui a su, comme en témoigne le message du président du Congrès national africain d'Afrique du Sud, Oliver Tambo, être tout autant un témoignage culturel passionnant de la jeune poésie africaine et une manifestation militante de solidarité avec les victimes de l'oppression raciste dans le monde entier.

Les éditions **droit et liberté** sont les éditions du M.R.A.P., le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. Une réponse rapide à la souscription n'est pas seulement une « **bonne affaire** », c'est aussi un geste militant qui permettra à un livre important pour la lutte que nous menons, de sortir dans les meilleurs délais. Faites-vous plaisir en vous donnant les moyens de lire au plus vite les autres poèmes du recueil et d'admirer les illustrations ! Souscrivez dès maintenant.

L'illustration de couverture (page précédente) est de daniel grassagliatta.

*Comme à Sharpeville  
L'homme est sorti de la nuit  
Avec ses mains innombrables  
Avec cent mille pavés  
Juste à l'aube précise  
Qui martèle le temps  
Comme un glas  
Avec le sang les larmes  
Le lot des enfants du pays  
Les pleurs les pleurs les pleurs  
Dans la nuit du silence  
La nuit amère  
Et l'instant nominal de l'holocauste  
Le feu le sang  
Partout  
Dans les rues de Soweto  
Où l'horizon  
S'habille de deuil  
Et sème la haine  
Et la rage  
Parce que ces enfants étaient noirs  
Parce que ces enfants étaient noirs*

## Soleils fusillés

Aux éditions **droit et liberté**; à paraître.  
Prix de l'ouvrage : 25 F. (+ 3 F de frais de port)

Prix souscription : 22 F. (franco de port)

nom : .....

prénom : .....

adresse : .....

code postal : .....

à retourner à **droit et liberté**  
120, rue saint-denis, 75002 paris  
c.c.p. 92.39-81 paris

## proche-orient : la guerre de 10 ans

1967-1977 : dix ans ! Mais, est-il notion plus subjective que le temps. « Dix ans déjà », cela se dit et se ressent différemment selon que l'on vit à Paris ou à Jérusalem.

De 1967 à 1977, un Israélien a accompli trois ans de service militaire d'active, participé à deux guerres auxquelles s'ajoutent une kyrielle d'opérations de « maintien de l'ordre » dans les territoires occupés.

A raison de 45 jours par année, il aura en outre servi quelques 315 jours dans l'armée de réserve; soit, au total, 4 ans sur dix sous l'unique forme entre 1967 et 1977.

Quant au Palestinien dont la ville a été conquise en 1967 par l'armée israélienne, la décennie qui s'achève signifie pour lui : dix ans sous la « loi » d'occupation, avec son cortège d'opérations répressives et toutes les violations qui s'ensuivent des droits civils et politiques.

Le conflit israélo-arabe n'a certes pas commencé en 1967, qui amorce plutôt une phase nouvelle, caractérisée par l'extension du conflit en ampleur et en intensité au point de constituer aujourd'hui l'un des foyers névralgiques dont les pulsations sont ressenties dans le monde entier. C'est à ce titre, et parce qu'il est l'abcès purulent à partir duquel se dissémine une part du racisme antiarabe et antijuif, que ce conflit figure en bonne place dans les préoccupations du m.r.a.p.

Le m.r.a.p. n'est pas un monolithe. Son approche du conflit israélo-arabe s'est définie au milieu des passions contradictoires et des charges émotionnelles inhérentes à ce problème.

Au m.r.a.p. par-delà la diversité des approches idéologiques, une base commune d'intransigeance antiraciste et la volonté constante d'une égale reconnaissance à la libre détermination de chaque communauté humaine, ont constitué, nous semble-t-il, un efficace garde-fou.

Ainsi, quelques jours avant le déclenchement des hostilités en juin 1967, le m.r.a.p. lançait un appel où il déclarait : « Il est possible d'aboutir à une solution négociée de ce conflit si les puissances intéressées ont la volonté de tenir compte des intérêts légitimes et fondamentaux des peuples en cause tel qu'il résulte des données objectives de la situation : le droit irréversible de l'Etat d'Israël à l'existence aussi bien que les aspirations de la communauté nationale arabe palestinienne. »

Cette affirmation de principes, émise il y a dix ans, fournit aujourd'hui la base de plus en plus largement admise du règlement du conflit. L'évacuation de tous les territoires conquis en juin 1967, la création d'un Etat palestinien et l'existence garantie pour Israël constituent les modalités concrètes de ce règlement.

Le m.r.a.p. s'est efforcé de s'en tenir à ces principes et de s'opposer aux flots d'hystérie risquant de dresser un mur de haine, un clivage fatal entre tous les Juifs et tous les Arabes. Il y eut l'hystérie de propagandistes arabes à la veille de la guerre de juin, il y eut, au lendemain de celle-ci, l'hystérie de propagandistes juifs célébrant avec des connotations inquiétantes la victoire de « la qualité sur la quantité ».

Chaque membre du m.r.a.p. possède, selon ses inclinations idéologiques, sa propre analyse du conflit, mais tous parviennent à trouver une base d'entente. Nous nous efforçons de chercher ce qui rapproche, de souffler sur les plaies plutôt que de les aggraver. Aussi nous réjouissons-nous de toute amorce de dialogue entre l'O.L.P. et des Israéliens et de toute médiation pourvu qu'elle s'attache à l'essentiel, c'est-à-dire aux principes que nous avons énoncés, pourvu qu'elle soit animée d'une volonté sincère d'aboutir et non du désir d'asseoir la domination d'un peuple sur un autre ou celle d'une grande puissance sur la région.

Hors cette voie, il n'est que nouvelles guerres, nouveaux déferlements hystériques et nouvelles horreurs.

Michel BILIS

## un évêque anti-nazi

Le M.R.A.P. se doit de saluer la mémoire de Mgr Pierre-Marie Théas, ancien évêque de Montauban, puis de Lourdes, décédé le 3 avril à l'âge de 83 ans.

Sous l'occupation nazie, il prit position très clairement et très courageusement (de concert avec Mgr Saliège, archevêque de Toulouse) contre les persécutions dont les juifs étaient victimes. Il fut arrêté par la Gestapo, envoyé au Camp de Compiègne en vue de sa déportation en Allemagne, à laquelle il n'échappa que du fait de la Libération.

C'est également lui qui, après la guerre, fonda le Mouvement « Pax Christi » auquel nous unissons des liens amicaux. Il le présida de 1945 à 1966. Ce fut là très certainement une conséquence directe et logique de l'action qu'il avait menée au temps de la « Résistance spirituelle ».

Abbé Jean Pihan

## l'Afrique intéresse la France

« La France s'intéresse particulièrement aux richesses du Zaïre, la Belgique ressent cela comme une rivalité internationale. Nous avons toujours dit que la Belgique doit laisser la France tranquille dans les régions où, historiquement, elle est chez elle (souligné par dl). Nous avons demandé que la France adopte la même attitude ». Ainsi, le ministre belge des affaires étrangères analyse-t-il le soutien militaire apporté par la France au président zaïrois, Mobutu. 25 000 Belges assurent en effet, jusqu'à présent, le bon fonctionnement des « intérêts belges » dans ce pays, mais la pénétration plus récente des capitaux français n'en est pas moins « agaçante » pour l'ancienne puissance coloniale.

La présence militaire de la France en Afrique, par les multiples bases qu'elle y possède (Djibouti, Mayotte, Sénégal, Tchad, Gabon, etc) lui permet d'assurer efficacement la sécurité de ses investissements qui composent parfois 80 % du capital investi dans ces pays (par exemple au Sénégal).

Le soutien apporté à l'Afrique du Sud joue dans cet ensemble un rôle déterminant, c'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères a tenu personnellement à faire savoir au M.R.A.P. combien son activité anti-apartheid le gênait. Dans une réponse à une demande

d'intervention du gouvernement français en faveur d'Alexandre Moumbaris, prisonnier en Afrique du Sud, et dont l'épouse et l'enfant sont français, M. de Guiringaud écrit : « Les campagnes lancées contre la politique du gouvernement sud-africain un peu partout et notamment dans notre pays, ont, d'autre part, amené ce dernier, vous ne l'ignorez pas, à durcir son attitude. Elles compromettent à l'avance les démarches que nous serons amenés à entreprendre désormais en faveur de M. Moumbaris [...] »

Conscient du caractère cruel de l'épreuve que subit notre compatriote, je suis néanmoins résolu à renouveler mes interventions dès que les circonstances le permettront. Je souhaite que votre action contribue à créer un climat propice au succès de nos efforts. »

On jugera la politique française en Afrique comme on voudra. Il semble difficile de la faire passer pour la défense de l'indépendance africaine,

## pour les 10 de wilmington

Condamnés en Juin 1972 sur le témoignage d'un repris de justice, Allen Hall, à 282 années de prison (dont 34 à Ben Chavis) après la fusillade qui marqua les incidents racistes de 1971 à Wilmington (Caroline du Nord) et qui fit 2 morts, un étudiant et un membre du Ku-Klux-Klan (1), le Révérend Ben Chavis et ses 9 co-inculpés appelés les « 10 de Wilmington », qui n'ont cessé de clamer leur innocence, ont été entendus à une nouvelle audience (Post Convicted Hearing : sorte d'appel auquel ont droit aux États-Unis les condamnés à une lourde peine) où furent produits des faits nouveaux : rétractation des témoins à charge et production des témoignages à décharge écartés en 1972, prouvant l'innocence des « 10 de Wilmington ». Le juge raciste de Caroline du Nord à décidé en cinq minutes de ne pas en tenir compte.

Le M.R.A.P. a adhéré d'emblée au Comité pour la Libération des « 10 de Wilmington », créé à Paris par des personnalités parmi lesquelles figuraient un certain nombre d'amis et d'adhérents du M.R.A.P., et désigné Maître George Pau et Robert Pac pour établir une liaison étroite avec ce Comité.

Auparavant, dès le 4 avril, le M.R.A.P. avait écrit au Gouverneur de Caroline du Nord pour lui exprimer son désir que les 10 accusés bénéficient d'un jugement loyal.

rendu par un juge et un jury dont l'impartialité ne pourrait être mise en doute. Le Gouverneur accusa réception de cette lettre, ce qui montre l'importance du mouvement en faveur de Ben Chavis et des « 10 de Wilmington ».

Le M.R.A.P. a également écrit à l'Attorney Général de Raleigh et est intervenu auprès de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris.

Une conférence de presse a été tenue à Paris par le Comité de Soutien, avec la présence d'Angela Davis, Co-Présidente de l'Alliance Nationale contre la Répression Raciste et Politique, le 2 Mai.

Un meeting de soutien, organisé par le Parti Communiste Français,

s'est tenu à Paris, à la Mutualité, le 5 Mai.

A la suite du verdict (du 9 mai) condamnant les « 10 de Wilmington », le m.r.a.p. a aussitôt fait une intervention écrite auprès de M. James Carter et invité tous les démocrates épris de justice, à adresser de nombreux messages de protestation au président des Etats-Unis. **Robert PAC**

### moins qu'un chien

Le 13 avril dernier, un menuisier du Catelet, dans l'Aisne, a été condamné à un mois de prison ferme pour avoir pendu son chien.

Quelques mois plus tôt, les jurés de Flers ne jugèrent pas que la vie d'un Arabe vaille un tel prix. Un criminel raciste était purement et simplement acquitté, après avoir tiré sur M. Boufeldja, maintenant paralysé à vie. Jusque là, les racistes employaient le mot « chien » comme une insulte. Vont-ils désormais en faire une louange ? Au tribunal correctionnel de Bonneville, le 11 mars, deux hommes étaient condamnés respectivement à 6 et à 2 mois de prison ferme pour une agression raciste qui avait rendu un homme infirme pour la vie, et qui avait grièvement blessé deux autres personnes.

Encore est-il à noter, dans cette affaire, que la relative sévérité du jugement a tenu en grande part, au fait qu'une des victimes le fut « par erreur », puisqu'il s'agissait d'un séminariste français, pris par les agresseurs pour un Arabe ! Quatre des complices de cette agression ne furent même pas inquiétés. A la même audience, deux ferrailleurs accusés d'avoir volé un camion de ferraille étaient condamnés à trois ans de prison ferme et à une lourde amende. Depuis octobre 1975, 6 agressions graves contre des travailleurs immigrés ont eu lieu en Haute-Savoie : 6 non-lieux.

La justice se rend « au nom du peuple français ». Il y a des jours où l'on a honte !

## l'autocritique de m. dijoud

Le livre de l'ex Secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, « La nouvelle politique de l'immigration », constitue une œuvre fort intéressante et un instrument d'analyse utile du problème. Il légitime du reste nombre d'analyses que nous avons déjà développées ici.

Mais il constitue tout de même une énigme. Comment expliquer en effet, un tel hiatus entre le discours et l'action ? Pourquoi surtout un Ministre en exercice éprouve-t-il le besoin de rassembler et d'énoncer des principes qui constituent autant de critiques à la politique menée par l'équipe dont il fait partie ?

Dès le départ il donne bien au problème sa vraie dimension, soulignant fort justement qu'il ne s'agit pas de générosité mais de cohérence. Le Président de la République, dit-il, propose à la France un projet de société pluraliste. Mais le pluralisme « commence par la reconnaissance des différences, et surtout les considère comme une source d'enrichissement ». « La sécurité et la liberté ne se partagent pas. Elles n'existent que si chacun en bénéficie au même degré. » Par suite notre société ne peut laisser de côté les immigrés.

Il réduit à néant la thèse selon laquelle, pour réduire le chômage actuel, il convient de renvoyer les immigrés dans leur pays. « Cette thèse ne prend en considération que des éléments quantitatifs grossiers et superficiels » soulignant que la dépréciation du travail manuel, une des causes du recours aux immigrés, constitue un fait de société profondément enraciné et qui ne saurait disparaître avant de nombreuses années.

Quant au coût social de l'immigration, il rappelle qu'on l'exagère car « la structure de la population, sa relative jeunesse, la présence de nombreux travailleurs soit célibataires, soit isolés de leur famille ont réduit le coût social par tête. »

Dans le même ordre d'idées, si à première vue le transfert des salaires et des économies peut sembler dégrader la balance des paiements, il ne faut pas oublier, rappelle-t-il, que ce phénomène est dû en majeure partie au maintien des familles dans les pays d'origine et que cette situation entraîne pour la France des économies importantes dans le domaine des services collectifs.

En ce qui concerne les titres de séjour, il souligne combien la précarité de sa situation est ressentie cruellement par l'immigré. La France, qui est membre de l'OIT, devra bien adopter la convention ratifiée par cette organisation distinguant deux périodes : la première durant laquelle des restrictions peuvent être imposées au migrant, la période postérieure pendant laquelle il doit bénéficier des mêmes droits économiques et sociaux que le national. Il se déclare donc favorable à la fusion à moyen terme entre le titre de séjour et le titre de travail, et à la création d'une carte d'identité de l'étranger analogue à la carte d'identité nationale.

Pour les associations, il condamne également implicitement son collègue de l'Intérieur. En effet, le décret loi de 1939 régissant les associations étrangères est, dit-il, « marqué par le climat d'une époque de méfiance à l'égard des étrangers ». Au contraire, le cadre de l'association pourrait contribuer à rapprocher les Français et les immigrés. Il estime également souhaitable la participation des immigrés aux organismes qui les concernent tels le F.A.S.

Sur la promotion personnelle et professionnelle, il souligne une notion importante pour assurer une égalité réelle de chances entre Français et immigrés, c'est « le droit à la mise à niveau », comportant notamment une formation générale à dominante linguistique sur le lieu du travail et un apprentissage du français, financé par une fraction du 1 % sur la formation professionnelle continue.

Suit une analyse assez pertinente du drame de l'immigré déchiré dans son identité, partagé entre deux univers, et confronté avec les images dévalorisantes de lui-même que lui renvoie l'opinion. Une analyse également des problèmes de la seconde génération.

Au regard de toutes ces considérations, on trouve des développements beaucoup plus vagues et limités sur les réalisations mises en œuvre. D'où finalement le malaise que crée ce livre car après tout, on attend d'un ministre non pas qu'il décrive ce qu'il faut faire, mais qu'il le fasse.

Est-ce parce qu'il a dit ce qu'il faudrait faire qu'il n'y a plus de Secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, ou est-ce parce que, l'ayant dit, sa tâche était terminée ?

M<sup>e</sup> George PAU

## en bref

■ Les Rosenberg n'étaient pas des « espions russes », c'est ce qu'à reconnu la presse américaine à la suite de « révélations » de Karel Kaplan, ancien fonctionnaire tchécoslovaque. Ils étaient des agents de Prague ! Le lendemain, Karel Kaplan affirmait n'avoir même jamais abordé ce sujet avec un journaliste. Mais qu'est-ce qui fait donc ainsi courir les ennemis de la justice ?

■ A nouveau, des associations africaines en France sont menacées dans leurs droits acquis par des mesures administratives scandaleuses qui visent en fait à leur élimination. C'est le cas notamment de l'Association des Marocains en France et de la Solidarité des Travailleurs Maliens.

■ Les expulsions continuent à un rythme accéléré. Dernièrement, à Massy, plusieurs dizaines de travailleurs, résidents dans des foyers Sonacotra, ont été expulsés en cachette, après avoir été illégalement mis au secret par la police. La vigilance du comité local a permis qu'une vaste protestation s'établisse dans la population de la ville de la part de nombreuses organisations qui s'y trouvent. On a pu ainsi voir l'impopularité de telles mesures qui indignent tous les démocrates.

■ Le référendum sur l'indépendance à Djibouti a donné une majorité écrasante de oui. La dernière colonie française sur le sol du continent africain va donc enfin pouvoir déterminer elle-même son destin.

# faut-il un nouveau 8 mai ?



USEVUON nu li-tust  
8  
ism

Voilà maintenant deux ans que le Président de la République a pris la décision de ne plus fêter officiellement la victoire du 8 mai 1945 contre la barbarie nazie, barbarie la plus atroce, celle des camps d'extermination et des chambres à gaz. Cette courte expérience d'« oubli officiel » prend aujourd'hui un poids particulier. Loin d'être tarie, la peste du nazisme et de l'antisémitisme relève à nouveau la tête avec insolence dans tous les coins du monde. En témoignent, en ce qui concerne la France, les multiples attentats contre les locaux du M.R.A.P. et ses dirigeants, ainsi que ceux dont de nombreuses personnalités et organisations juives, religieuses ou laïques, ont été victimes. Dernièrement, les nostalgiques de l'hitlérisme, dans ce qu'il eût de plus atroce, ont incendié le local de l'Amicale des anciens déportés de Mathausen. Tout ceci, plus encore que nos souvenirs, impose la célébration du 8 mai. Ce n'est pas seulement l'anniversaire d'une libération passée, c'est un jour de lutte et d'explication : il faut que les jeunes sachent ce que furent le nazisme et les persécutions antisémites, qu'ils sachent le danger que représentent ceux qui s'en réclament aujourd'hui.

Les néo-nazis emploient les mêmes méthodes terroristes que leurs modèles, à l'époque où Hitler tentait d'arracher le pouvoir, dans les années trente. Au temps du Front Populaire, certains n'hésitèrent pas à proclamer : « Plutôt Hitler que le Front Populaire » ! Ne constate-t-on pas la même criminelle indifférence de la part de ceux qui auraient les moyens et le devoir de leur barrer la route ?

Lors du trentième anniversaire de la victoire sur Hitler, celui dont on a voulu faire le dernier, les anciens nazis, encore si nombreux dans les rouages de l'administration de l'Allemagne fédérale, manifestèrent devant l'ambassade de l'Allemagne démocratique contre le fait que cette république fête le 8 mai comme un jour de libération.

Que veulent-ils cacher, ces hommes que les massacres n'assouvissaient pas, eux qui s'amusaient de surcroît à humilier les cadavres même de leur victimes ? Souvenons-nous ! Un seul exemple suffira, fourni récemment par le témoignage déchirant du rabbin Rubin, président du conseil des rabbins, à Brooklin (New-York), qui connut l'occupation nazie, à Bucarest, en Roumanie.

L'archevêque Valérian Trifo, criminel de guerre qui vit aujourd'hui tranquillement dans le luxe aux U.S.A., était alors chef de la « garde de fer », les milices hitlériennes en Roumanie. Un jour de fête pour les juifs, il les fit ramasser et massacrer dans les abattoirs de la ville. Non content de son crime, sur les corps des victimes, il fit apposer l'écriteau : « Viande cachère » !

Ces hors-la-loi vivent encore parmi nous, en cachette, ou même ouvertement. Aujourd'hui, ils tentent de réhabiliter leurs crimes monstrueux et manifestent partout leur volonté de se remettre à l'œuvre. Ils font des disciples parmi des jeunes dévoyés, de « malheureux crétins », selon l'expression de Charles Palant, vice président du M.R.A.P., ancien déporté, lui même victime d'une agression criminelle à son domicile, imbéciles que l'idéologie dont il se sont fait les esclaves, ravale « au rang de la bête aussi méprisable que les SS (qui opéraient) naguère à Auschwitz et à Buchenwald. »

Comment peut-on, sous prétexte de réconciliation avec les Allemands, oublier et pardonner tant de crimes monstrueux. Le 8 mai ne fut pas une victoire contre le peuple allemand mais contre les criminels nazis qui ont déshonoré leur peuple. Certains hasards sont de merveilleuses leçons. Le Conseil national du M.R.A.P., les 16 et 17 avril 1977, où fut, entre autres, abordé le problème de la célébration de la défaite des nazis, s'est tenu à Clermont-Ferrand, ville jumelée avec la ville allemande de Regeinsburg, sur la place du même nom, qui voisine avec la « rue du 8 mai 1945 ». Quel symbole de vraie réconciliation franco-allemande. Pas de réconciliation possible avec l'Allemagne de la haine, de la discrimination et du « berufsverbot », mais amitié avec le peuple allemand, victime du nazisme comme tous les peuples d'Europe, avec cette Allemagne qui lutte et lutte encore aujourd'hui contre le fascisme et l'antisémitisme, pour le bien de la France, de l'Allemagne et du monde.

Alexandre CHIL-KOZLOWSKI

# antisémitisme l'éternel recours

Le 13 avril dernier, le grand rabbin Jacob Kaplan et les plus hautes personnalités religieuses israéliennes de France étaient les hôtes à déjeuner du Président de la République. Rapportant les thèmes de l'entretien qu'il venait d'avoir avec M. Giscard d'Estaing, le grand rabbin de France déclarait qu'il avait eu l'occasion de dire au Président « que les relations entre les familles spirituelles du pays sont excellentes et même exemplaires. »

« Cependant, ajoutait-il, j'ai un peu évoqué devant lui l'existence d'un certain antisémitisme, non pas d'ailleurs du fait des religions. Nous nous élevons contre cet antisémitisme, comme contre tous les racismes et contre toutes les violences. »

Cette déclaration était, en effet, symptomatique d'une évolution. Les crimes monstrueux commis contre les juifs par les nazis ont considérablement éclairé tout ce que l'humanité compte de conscience droite, et le racisme latent que provoquaient certaines interprétations théologiques répandues dans les Eglises chrétiennes a été, le plus souvent, très nettement combattu. Il n'y a plus en France, pour se réclamer du racisme antisémite, que ceux qui se sont fait du nazisme un modèle et de la haine, une loi. Cependant, depuis quelques temps, ces individus ou ces groupes relèvent la tête, tentent de justifier les méfaits de leurs ancêtres, répandent à nouveau leur propagande vénéreuse.

## où sont les anciens nazis ?

Le parti nazi (N.S.D.A.P.) comptait, en Allemagne, près de 10 millions d'adhérents. Sept millions d'entre eux sont encore en vie (5 millions en R.F.A., 1,5 million en R.D.A.). Lors du procès de Nuremberg, on avait dénombré 150.000 criminels de guerre. 30 000 d'entre eux ont été jugés, et la plupart ont été libérés ou acquittés. 230 procès sont actuellement en cours en Allemagne, et 14 devraient être organisés en Autriche, mais on répugne plus encore, dans ce pays, à poursuivre les tortionnaires.

Nous avons déjà cité les noms d'un certain nombre de « grands » criminels de guerre, vivant « libres et respectés » en Allemagne fédérale (cf droit et liberté n° 346). La liste montre assez quel cas est fait, par les autorités de la R.F.A., de la convention franco-allemande pour le jugement en R.F.A. des criminels de guerre jugés et condamnés en France par contumace. Etant donné le peu d'entrain des autorités françaises à faire respecter les décisions de la justice de leur pays, il faut se rendre à l'évidence, cette convention, comme on l'avait craint, n'aura eu pour effet que de faire échapper à la loi les dizaines de criminels nazis qui opé-

droit et liberté ■ n° 358 ■ mai/juin 1977

rèrent en France et mènent actuellement grande vie en R.F.A.

L'exemple du procès de Maidanek est très significatif du climat qui prédomine, à l'heure actuelle, en Allemagne fédérale. A Dusseldorf est engagé, en 1975, le procès de 14 gardiens du camp de Maidanek, où périrent des centaines de milliers de déportés, juifs pour la plupart. On attend le verdict pour... 1980. Les accusés, qui sont toujours en liberté, n'ont pas trop de crainte à avoir. Un des témoins, l'historien Wolfgang Scheffler, a du faire la preuve qu'il n'avait pas de sang juif, et même qu'il n'avait pas été « influencé » par la pensée juive, avant que son témoignage puisse être accepté. En l'affaire, un juif ne saurait être « objectif » ! L'avocat de la défense a même osé demander la récusation de l'accusé qui avait parlé de « la guerre déclanchée par Hitler ». Selon lui, cette affirmation relèverait de la « propagande alliée d'après 1945 ».

En fait, dès la fin de la guerre, des réseaux furent mis en place par des anciens nazis pour échapper à la justice. Ainsi le réseau « Odessa » permit à un grand nombre de criminels de guerre de quitter l'Allemagne vaincue et... de reprendre du service dans de singuliers pays d'accueils. Aujourd'hui encore, des camps de concentration : celui de « Colo-



L'antisémitisme rampant a lui aussi ses explosions de haine.

nia dignidad », au Chili, fonctionne comme un véritable mini-Etat nazi, sous les ordres du criminel de guerre Paul Schäfer. En Afrique du Sud et en Namibie, ancienne colonie allemande où naquit Hermann Goering, l'adjoint de Hitler, et qui est aujourd'hui soumise à la loi des racistes sud-africains, nombreux sont les anciens nazis qui ont trouvé refuge et emploi, notamment dans les services de « sécurité ». Il n'est pas une dictature d'Amérique latine qui n'ait son lot d'inspirateurs de cet ordre. On connaît le cas scandaleux de Barbie, en Bolivie.

Aujourd'hui la H.I.A.G., amicale d'ancien SS, regroupe 113 fédérations qui patronnent des mouvements de jeunesse, des organes de presse etc. On ne compte plus les réunions d'amitié où ces anciens de l'ordre noir évoquent avec nostalgie les « exploits » de jadis.

## la propagande de la haine

Les propagandistes contemporains de l'antisémitisme nazi utilisent deux méthodes. La plus directe, illégale, est de distribuer sous le manteau des pamphlets

Suite page 18 →



# appel des maires de france contre le racisme

Au lendemain des élections municipales, le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) a présenté aux maires nouvellement élus un certain nombre de suggestions pour agir au niveau de la commune contre les préjugés raciaux et pour la compréhension entre tous les habitants, sans distinction d'origine. Il leur a soumis un appel qui a d'ores et déjà été signé par plus de 200 maires de grandes villes.

*Parmi les grands problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous estimons devoir, avec nos concitoyens, porter une attention particulière au racisme, qui tend aujourd'hui à s'aggraver et contre lequel il convient de poursuivre une action efficace.*

*Nous entendons ne rien négliger pour faire échec aux préjugés et aux comportements racistes en France, quelles qu'en soient les victimes : Arabes, Juifs, Noirs, immigrés ou Gitans.*

*Nous condamnons avec indignation les tentatives qui se multiplient, dans le climat actuel de crise, pour imputer à tel ou tel de ces groupes la responsabilité des difficultés et des maux que connaît notre société.*

*Face à la montée inquiétante des agressions racistes - souvent impunies -, aux attentats et aux menaces contre le M.R.A.P. et ses dirigeants, nous réclamons des mesures efficaces pour mettre hors d'état de nuire ceux qui s'y livrent et les groupes néo-nazis qui alimentent les haines et les violences.*

*Nous nous élevons contre les conditions bien souvent inhumaines faites aux immigrés, voués aux tâches les plus ingrates, et sur qui pèsent en permanence les discriminations, les pressions et les actes d'intimidation, visant à les rejeter dans un insupportable ghetto matériel et moral.*

*Nous insistons pour que l'Etat assume pleinement ses responsabilités dans l'amélioration des conditions de vie et de logement de ces hommes, dont la coopération constitue un apport considérable à l'économie française.*

*Nous demandons la suppression de toutes discriminations légales, des brimades policières et administratives, des expulsions arbitraires frappant les travailleurs et les étudiants étrangers.*

*Nous affirmons que chaque commune de France doit être un lieu où cohabitent dans l'égalité, la dignité et la sécurité, dans la compréhension réciproque et le respect de leurs différences, tous les hommes, femmes et enfants, sans distinction d'origines, qui s'y trouvent réunis.*

*Nous voulons y contribuer par tous les moyens dont nous disposons et promouvoir dans nos villes les idéaux antiracistes, en même temps que l'ensemble des libertés républicaines.*

*Nous croyons nécessaire qu'à travers la presse, la radio et la télévision, ainsi que par l'enseignement et les divers moyens de la culture, se développe largement l'information sur les menées et les préjugés racistes, afin d'en prémunir tous les milieux.*

*Elus du peuple français, et fidèles à ses généreuses traditions, nous exprimons notre solidarité à tous les hommes, où que ce soit, qui souffrent de persécutions et de frustrations en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou nationale; et nous nous prononçons notamment pour la cessation de tout soutien aux régimes racistes de l'Afrique australe, comme le recommandent les Nations-Unies. Soucieux du renom de la France à travers le monde, nous souhaitons qu'elle soit partout présente aux côtés des peuples qui luttent pour la liberté et le respect de la dignité humaine.*

## ont signé l'appel

02 : M. Robert AUMONT, Laon. 03 : M. Jacques MILLIET, Cusset; M. Pierre GOLDBERG, Montluçon; M. Gérard RANOUX, Désertines. 08 : Dr Gilles CHARPENTIER, Sedan. 10 : M. Maurice CAMUSET, Romilly s/Seine. 13 : M. Félix CICCOLINI, Aix en Provence; M. Jacques PERROT, Arles; M. Roger MEL, Gardanne; Francis PELISSIER, La Bouilladisse; M. Georges ROMAND, La Ciotat. 14 : M. François GEINDRE, Hérouville. 17 : M. Jean-Louis FROT, Rochefort; Michel BARON, Saintes. 18 : M. Fernand MICOURAUD, Vierzon. 19 : M. Jean CHARBONNEL, Brive; M. Jean COMBASTEIL, Tulle; M. Pierre PRANCHERE, Conseiller Général, député de la Corrèze. 21 : M. Roland CARRAZ, Chenove. 22 : M. Yves LE FOLL, Saint-Brieuc. 25 : M. Georges WINTERHALTER, Bethoncourt; M. Denis BLONDEAU, Pontarlier; M. Pierre BELON, Valentigney. 26 : M. Georges FILLIOUD, Romans; M. Rodolphe PESCE, Valence. 27 : M. Roland PLAISANCE, Evreux. 28 : M. Georges LEMOINE, Chartres; M. Jean HARDY, Chateaudun; Mme Françoise GASPARD, Dreux; M. Robert HUWART, Nogent-le-Rotrou. 29 : M. Michel MAZEAS, Douarnenez. 30 : M. Roger ROUCAUTE, Alès; M. José BOYER, Beaucaire; M. Emile JOURDAN, Nîmes; M. Robert GOURDON, Vauvert. 31 : M. Jean BONNEFOUZ, Pechbonnieu; M. Francis BAROUSSE, Ramonville St Agne; M. Jacques PAVAN, Salies du Salat; M. Léon ECKHOUTTE, Villemur sur Tarn. 32 : M. Jean LABORDE, Auch. 33 : M. Pierre BRANA, Eysines. 34 : M. Paul BALMIGERE, Béziers; M. Théo LUCE, Mauguio. 35 : M. Edmond HERVE, Rennes. 37 : M. Jacques VIGIER, Saint-Pierre-des-Corps. 38 : M. Georges KIOULOU, Echirrolles; M. Hubert DUBEDOUT, Grenoble; M. Joseph BLANCHON, Saint Martin d'Hères; M. Michel COUETOUX, Pont de Claix; Louis MERMAZ, Vienne; M. Jacques-Antoine GAU, Voiron. 42 : M. Arnaud BAZIN, Chazelles-sur-Lyon; M. Paul DESROCHES, Mably; M. André GERY, Rive de Gier; M. Pierre FRESSONNET, Unieux; M. Bernard JAYOL, Riorges. 45 : M. Jean LOUIS, Chalette-sur-Loing; M. Max NUBLAT, Montargis. 46 : M. Martin MALVY, Figeac. 47 : M. André GARBAY, Nérac; M. Georges LAPEYRONIE, Villeneuve-sur-Lot. 49 : M. Jean MONNIER, Angers. 50 : M. Georges JOURDAM, Octeville; M. Georges FATOME, Tournaville. 51 : M. Claude LAMBLIN, Reims. 52 : M. Marius CARTIER, Saint Dizier. 54 : M. Jules JEAN, Longwy; M. Claude COULAIS, Nancy; M. Michel BERTRAND, Vandœuvre. 56 : M. Jean MAURICE, Lanester. 57 : M. Paul BIENVENU, Behren-les-Forbach; M. Jean-Marie RAUSCH, Metz; M. Cesar DEPIETRI, Moyeuvre-Grande; M. Marcel JEHL, Rombas; M. Robert PAX, Sarreguemines; M. Paul SOUFFRIN, Thionville. 59 : M. Pierre BRIATTE, Aulnoye-Aymeries; M. Jean DELOBEL, Bailleul; M. Henri FIEVEZ, Denain; M. Armand MORISS, Hazebrouck; M. Jean-Claude PROVO, Hem; M. Bernard LEBAS, Jeumont; M. M. WOLF, Mons-en-Baroeul; M. Michel LEFEBVRE, Quievrechain; M. Pierre PROUVOST, Roubaix; M. Guy CHATILIEZ, Tourcoing. 60 : M. Robert TRIN, Montataire. 62 : M. Jean-Luc BECART, Auchel; M. J.J. BARTHE, Calais; M. André BIGOTTES, Harnes; M. Jacques PIETTE, Hénin-Beaumont; M. Léandre LETOQUART, Méricourt; M. Claude WILQUIN, Berck s/Mer. 63 : M. Roger QUILLIOT, Clermont-Ferrand; M. Arsène BOULAY, Romagnat; M. Maurice ADEVAH-POEUF, Thiers. 64 : M. Victor MENDIBOURE, Anglet; M. Henri LACLAU, Oloron; M. André LABARRERE, Pau. 65 : M. François ABADIE, Lourdes. 69 : M. Roger TISSOT, Grigny; M. Jean POPEREN, Meyzieu; M. Roland BERNARD, Oullins; M. Louis GIREAU, Saint-Priest; M. Jean CAPIEVIC, Vaux-en-Velin; M. Marcel HOULL, Vénissieux; M. Charles HERNU, Villeurbanne. 71 : M. Camille DUFOUR, Le Creusot; M. Michel-Antoine ROGNARD, Mâcon. 72 :

M. Yvon LUBY, Allonnes; M. Robert JARRY, Le Mans. 73 : M. Roland MERLOZ, Saint Jean de Maurienne. 74 : M. Jean MOGET, Meythet; M. Albert ALA, Passy. 76 : M. Michel COZETTE, Déville les Rouen; M. René YOUJINO, Elbeuf; M. Gérard EUDE, Harfleur; Mm Colette PRIVAT, Maromme; M. Pierre BOBEE, Yvetot. 77 : M. Alain VIVIEN, Combs-la-Ville; M. Jean LION, Meaux. 78 : M. Jacques MONQUAUT, Bois-d'Arcy; M. Michel THOUZEAU, Carrières s/Poissy; M. Marcel SAUSSARD, Carrières s/Seine; M. J. CATINAT, Chatou; M. Michel ROCARD, Conflans Sainte-Honorine; M. Robert RONDEAU, Guyancourt; M. Eugène CELESKOVITCH, Houilles; M. Alain LE VOT, Magny-les-Hameaux; M. Paul PICARD, Mantes-la-Jolie; M. René MARTIN, Mantes-la-Ville; M. Michel MISEREN, Maurepas; M. Gilbert GASTON, Fontenay-le-Fleury; M. Jean MOUTON, Plaisir; Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, Rambouillet; M. Alain CUGUEN, St-Cyr-l'Ecole; M. André DAMIEN, Versailles. 79 : M. Claude POUTET, Bressuire; M. Jean DUMONT, Thouars. 80 : M. René LAMPS, Amiens. 81 : M. Michel CASTEL, Albi; M. Jacques GOULESQUE, Carmaux; M. J.P. GABARROU, Castres; M. Henri ARGELES, Graulhet. 83 : M. François LEOTARD, Fréjus; M. Maurice DELPLACE, La Garde. 84 : M. Georges SABATIER, Bollène; M. Fernand LOMBARD, Cavailon; M. Louis GIORGI, Orange; M. Fernand MARIN, Sorgues. 85 : M. Jacques AUXIETTE, La Roche S/Yon. 86 : M. Jacques SANTRON, Poitiers. 87 : M. Louis LONGEQUEUE, Limoges. 91 : Mm Paulette CHENIER, Athis-Mons; M. Alain BLIN, Brétigny s/Orge; M. Gérard FUNES, Chilly Mazarin; M. Pierre BONNINGUE, Epinay-sous-Sénart; Mm Geneviève RODRIGUEZ, Morsang s/Orge; M. Robert VIZER, Palaiseau; M. Jean-Loup ENGLANDER, St-Michel s/Orge; M. Jean OOGHE, Ste-Geneviève-des-Bois; M. Marc LUCAS, Yerres. 92 : M. André AUBRY, Antony; M. Henri RAVERA, Bagneux; M. Jean VONS, Chatenay-Malabry; M. Jacques LE DAUPHIN, Chatillon; M. Jean FONTENEAU, Clamart; M. Gaston ROCHE, Clichy-la-Garenne; M. Lucien LANTERNIER, Gennevilliers; M. Yves SAUDMONT, Nanterre; M. Charles CECCALDI-RAYNAUD, Puteaux. 93 : M. Robert BALLANGER, Aulnay-sous-Bois; M. R. FREGOSSY, Blanc-Mesnil; M. Maurice NILES, Drancy; M. Claude FAVRETTO, Gagny; Mm Josiane ANDROS, Ile Saint-Denis; M. James MARSON, La Courneuve; M. Jacques ISABET, Pantin; M. Daniel BIOTON, Pierrefitte; M. Gérard MACHELART, Romainville; M. Roger DAVIET, Rosny-sous-Bois; M. Marcelin BERTHELOT, St-Denis; M. Fernand LEFORT, Saint-Ouen; M. Louis PIERNA, Stains; M. Ange BARAGLIOLI, Villepinte; M. André MACE, Neuilly-Plaisance. 94 : M. Marcel TRIGON, Arcueil; M. Jean-Louis BARGERON, Champigny; M. Guy PETTENATI, Chevilly-Larue; M. Louis BAYEURTE, Fontenay s/s Bois; Mm Carmen LE ROUX, Gentilly; M. Guy GIBOUT, Joinville-le-Pont; M. Pierre-Yves COSNIER, Villejuif; M. Maxime KALINSKY, Villeneuve-le-Roi; M. Roger GAUDON, Villeneuve St-Georges. 95 : M. Gérard LENOIR, Fosses; M. Roger GASTON, Goussainville.

Conseillers de Paris : Docteur Philippe LAFAY, M. Maurice BERLEMONT, Mm Michelle BLEYNIE, M. Michel CHARZAR, M. Jean CONNEHAYE, M. Pierre DABEZIES, Adjoint au Maire, M. Claude MASSON, M. Pierre MATTEI, M. Claude QUIN, Mm Colette TAIMON, M. Daniel VAILLANT.

Messieurs BROUSSEAU, FRABOULET, GUENA, Professeur Pierre LEPINE, Pierre SAUVAIGO, René THINAT, ont, d'autre part, exprimé au MRAP leur accord avec la cause qu'il défend.

racistes comme « **L'anti-youtre** », (cf droit et liberté n° 349, p. 7). Dès qu'il eût pris connaissance de ce torchon raciste, le M.R.A.P. avait contacté la préfecture de police qui avait assuré alors qu'il y serait mis bon ordre. Il ne semble pas qu'on se soit donné grand mal, puisque cette feuille continue de paraître et d'être distribuée par ses lamentables créateurs.

Ainsi, dans sa parution de mars 1977, « **L'anti-youtre** » écrit : « *L'Occident ne sera pas la poubelle des juifs, non plus l'assiette au beurre, mais leur charnier. La Guerre Raciale commence.* » Certains groupes usent de stratagèmes pour faire passer leurs idées racistes dans une presse qui paraît officiellement et qui doit donc se garder de tomber sous le coup de la loi antiraciste de 1972. Ainsi, « **Les cahiers européens** » de François Duprat, dont l'emblème est la francisque de l'Etat français et qui sont l'organe du « Nationalisme-révolutionnaire », idéologie « *socialiste-nationaliste* » (sic), emploient systématiquement le terme de « *sionisme* », là où les hitlériens employaient l'expression « *ploutocratie apatride juive* ». On peut y lire : « *(Nous sommes) révolutionnaires pour marquer notre opposition radicale à tout compromis avec les forces du régime (conservatisme, libéralo-capitalisme, sionisme)* ». « **Les cahiers européens** », février 1977. D'autres encore usent d'une couverture « *théologique* » en reprenant les argumentations antisémites « *chrétiennes* » d'une certaine tradition, comme dans certaines publications « *catholiques traditionalistes* ».

L'autre tactique, plus subtile, et partant, plus dangereuse, est d'utiliser les grands moyens d'information pour intoxiquer l'opinion en dénigrant systématiquement la Résistance, et en faisant tout pour réhabiliter anciens et nouveau nazis. Nul doute que l'influence, dans la presse, de certaines personnes dont le passé est rien moins que vierge sur ce sujet, d'autres qui frayèrent longtemps avec les factieux de l'O.A.S., n'est pas étrangère à cette singulière indulgence.

Une des dernières tentatives de ce type fut la publication dans « **Historama** », revue mensuelle de vulgarisation historique, d'un véritable dossier à la gloire du criminel de guerre Peiper. Comme on l'indique dans l'introduction, il ne s'agit pas « *de glorifier à l'excès un homme qui fut un brillant soldat* ». L'excès en tout est haïssable, n'est-ce pas ? Et pourquoi évoquer d'emblée de mauvais souvenirs en signalant l'arme où combattit ce valeureux paladin de l'ordre nazi : la SS ?

Crimes de guerre ? On nous met tout de suite au courant de la voie que va suivre l'enquête : « *Quel fût son rôle dans la*

*sinistre opération de Boves et dans l'abominable affaire de Malmédy (pour lesquelles Peiper fut condamné à mort, N.D.L.R.)*. C'est là où les choses deviennent moins claires ».

Même principe lors de l'affaire du « *casse* » de Nice où toute une presse a présenté le bandit Spaggiari, admirateur déclaré de Hitler, comme une sorte de splendide chevalier des temps modernes !

## partout les violences nazies se développent

Nous ne reviendront pas ici sur l'ensemble des violences nazies qui se sont considérablement accrues dans la dernière période. Il suffira de citer quelques faits pour s'en convaincre. On remarquera pourtant qu'elles touchent toujours les

# argentine : la leçon d'hitler

Il n'a jamais fait bon être juif dans un pays « *tenté* » par le fascisme. Peut-on, aujourd'hui, en trouver un meilleur exemple que celui de l'Argentine ? Pour les éléments les plus durs des forces armées, et la grande bourgeoisie pro-américaine dont ils sont l'expression musclée, Pinochet fait figure de modèle. Ils pensent en effet que, seule, une option délibérément fasciste peut permettre de résoudre une crise dont ils sont les premiers responsables. Ainsi, aux timides ouvertures du chef de l'Etat, le général Videla, les milieux qu'ils contrôlent ont répondu par une accentuation considérable du terrorisme meurtrier qui ensanglante le pays depuis des mois et des mois.

Bien des groupes sur lesquels ils s'appuient se recommandent du néo-nazisme, et l'antisémitisme entre pour une part importante dans leur plan d'agitation. C'est ainsi que se sont multipliés les attentats contre des locaux, institutions ou personnalités de l'importante communauté juive argentine.

Partie intégrante de la nation argentine, l'immigration juive date de la moitié du siècle dernier, de même que l'arrivée des plus grands groupes de population de ce pays. Relativement peu nombreuse (environ 450 000 personnes), la population juive est par contre bien organisée et a pris une part active au développement du pays. Comme le reste du peuple argentin, les juifs ont, la plupart du temps, été écartés de la vie politique, dans un pays où les périodes de démocratie font figure d'entractes. Pourtant, l'antisémitisme des néo-nazis contemporains utilise par exemple le fait que, lors du gouvernement péroniste de Campora, le ministre de l'économie nationale, José Gelbard, ait été d'origine juive. C'est lui, en effet, qui amena l'Argentine à développer ses échanges avec Cuba et l'Europe socialiste, et qui orienta son pays vers une politique économique moins dépendante vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique. Ancien président de la Confédération Nationale Economique, organisation d'entrepreneurs argentins opposés à l'emprise des multinationales, Gelbard est devenu un « *argument* » favori de ceux qui veulent diriger contre les juifs la haine antipopulaire de ceux qui les commanditent et les fureurs désespérées de ceux qu'ils veulent tromper par leur démagogie criminelle.

Les juifs argentins, dont le particularisme culturel bien vivant n'a jamais entraîné de désaffection à l'égard d'une patrie dont tous les citoyens sont d'origines diverses, ont généralement toujours vécu en bonne intelligence avec leurs concitoyens. En 1909, en 1919, après la guerre, en 62, en 64, les poussées d'antisémitisme, qui ont notablement freiné l'intégration, ont toujours été artificiellement provoquées pour régler des problèmes intérieurs. La dernière en date, celle qui se poursuit aujourd'hui, est directement d'inspiration nazie et reproduit de façon étonnante les menées des hitlériens dans les années trente.

La bande qui se proclame « *Front National Socialiste d'Argentine* » tente d'imposer aux juifs le silence en multipliant les attentats antisémites, les pillages de magasins juifs, etc... Il est vrai que de nombreux anciens nazis traînent dans la région, offrant leurs services qui à Pinochet, au Chili, qui à Banzer, en Bolivie, qui à ceux qui veulent, en Argentine, imposer sans partage une loi qu'ils sont déjà presque en mesure de faire régner sur le pays, avec la complaisance active des autorités.

Après le coup d'Etat, les publications nazies et antisémites qui avaient été interdites par le gouvernement de Mme Péron, fleurissent à nouveau, et les groupes fascistes s'appuient explicitement sur l'antisémitisme le plus grossier. Des résistances subsistent encore; le général Videla a affirmé son « *soutien* » aux représentants de la communauté juive; ceux qui voulaient faire dire une messe pour l'anniversaire de Hitler n'ont pu trouver l'église pour mener à bien leur sinistre et grotesque projet. De nombreuses personnalités nationales et internationales se sont émues d'une situation qui porte préjudice à la paix civile et à l'image de l'Argentine dans le monde.

Ce que veulent les néo-nazis, ce qu'ils sont en voie de réaliser si un vigoureux sursaut n'y met rapidement le holà, c'est faire définitivement basculer l'Argentine dans la nuit fasciste.

Au cœur de leur panoplie sanglante d'assassins se trouve l'arme la plus meurtrière de tous les temps, celle qui fit pendant la guerre, 100 fois plus de morts que la bombe d'Hiroshima : l'antisémitisme.

J.-L.-S.-D.

pays victimes de la crise. En France, les faits les plus saillants sont bien connus de nos lecteurs : attentats contre le M.R.A.P., contre de nombreuses organisations juives et démocratiques, le dernier en date est celui commis contre le siège de l'Amicale de Mathausen, dans la nuit du 1er au 2 mai. Il suit de peu la grave explosion criminelle contre la bourse du travail, à Grenoble, que la presse a rapprochée de l'ensemble des violences fascistes et néo-nazies qui redoublent depuis quelques mois. Désormais, nous le savons, les nazis ne se contentent plus de souiller les monuments et les tombes. Ils gravissent un degré dans l'échelle de la lâcheté et du crime.

En Grande-Bretagne, les groupes fascistes et néo-nazis s'agitent d'autant plus qu'à la faveur de la grave crise qui ruine le pays, l'extrême-droite a pu marquer des points importants, y compris sur le plan électoral. Ainsi, le National-Front, qui est explicitement raciste, a pu remporter jusqu'à... 30,71 % des voix dans des élections partielles. On se souvient des provocations racistes de Notting-Hill, à Londres, qui firent, l'an dernier, des centaines de blessés en une nuit.

Aux U.S.A., où l'on sait que la répression la plus injuste et parfois la terreur criminelle, s'abattent sur les militants noirs antiracistes, une agitation néo-nazie, haute en couleur et en bruits de bottes, se poursuit, avec le soutien efficace du

puissant Ku-Klux-Klan. Cette organisation qui réussit encore à faire la loi dans certains Etats, comme en témoignent les affaires de Gary Tyler et des « *dix de Wilmington* » (cf droit et liberté n° 355), était invitée au « *Congrès mondial national-socialiste* » qui s'est tenu à la Nouvelle-Orléans, l'an dernier. C'est depuis le quartier-général « *N.S.D.A.P. - A.O.* » (parti national-socialiste, section

extérieure), de Gerhard Lauk, à Lincoln, dans le Nebraska, que parviennent en France, ces petits papillons à croix gammée que l'on peut voir parfois dans le métro et qui demandent la fin de l'immigration.

En Italie, la tentative de déstabilisation de grande envergure entreprise ces derniers mois puise également ses forces de manœuvre dans les nostalgiques de l'axe.

L'encadré que nous consacrons à l'antisémitisme en Argentine montre quel est le rôle assigné aux groupes qui se réclament explicitement du nazisme, le rôle assigné à l'ignoble racisme antisémite.

Gerhard Lauk l'apprenti führer du N.S.D.A.P. - A.O.



Cependant, les nazis, néo-nazis et autres nazillons ne s'y trompent pas. Ils savent que les horreurs du génocide hitlérien ont profondément marqué la conscience de notre temps. Même s'ils tentent de le nier dans leur propagande nauséabonde, ils savent que les peuples les connaissent; nous ne sommes plus en 1930 ! Aussi jouent-ils de plus en plus sur toutes les cordes de l'arc du racisme. Ils diffusent désormais une propagande spécifique sur les travailleurs immigrés, coupables, eux aussi, d'affaiblir « *la race des Seigneurs* » et d'introduire le germe

**PRESIDENT :** Pierre PARAF;  
**VICE-PRESIDENTS :** Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M<sup>e</sup> George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY;  
**SECRETAIRE GENERAL :** Albert LEVY;  
**COMITE D'HONNEUR :** Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNAUX, Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Etienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Emile POLLAK, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Monseigneur Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.

Bâtonnier Paul ARRIGHI, Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Docteur Jean DALSAGE, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Francisque GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Henri LAUGIER, Jean LURCAT, René MAHEU, André MAUROIS, Darius MILHAUD, Françoise ROSAY, Marc SANGNIER, André SPIRE, Chanoine Jean VIOLLET.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

**J'adhère au m.r.a.p. ■**  
**Je m'abonne à droit et liberté ■**



Nom (en capitale) .....

Prénom ..... âge .....

Profession .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

Abonnement d'un an à DROIT et LIBERTE (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Etranger (75 F). C.C.P. 9239-81 Paris ■ Rayer la mention inutile.

**mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (m.r.a.p.)**  
120, rue saint-denis - paris (2<sup>e</sup>) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

# en france aussi...

La parution continue du torchon antisémite « L'anti-youtra » et l'impunité de ses auteurs ne rassurera pas ceux qui savent par expérience où le racisme peut entraîner la société.

En France aussi, les antisémites relèvent la tête. A Ajaccio, les graffiti antisémites se multiplient; deux commerçants juifs y ont été attaqués à dix jours d'intervalle, en début avril. Lors d'une manifestation fasciste à Aix-la-Chapelle, en R.F.A., une forte délégation d'anciens SS français était présente; mieux, les SS prévoient, dans le cadre de leurs manifestations « européennes », une rencontre cet été... en Normandie. Une question écrite a été posée à ce sujet par M. Krieg, député de Paris, au ministre de l'Intérieur. A Nice, no-man's-land pour tout ce qui peut se compter en fait de racismes les plus divers, depuis que M. Médecin, ministre du tourisme et maire de la ville, a eu l'heureuse initiative de jumeler cette cité avec la ville blanche du Cap, en Afrique du Sud, on pouvait trouver au stand que le journal de M. le Maire tenait lors du Festival du livre, l'an dernier, un ouvrage sur « Le seul Français vivant le plus décoré de l'armée allemande ». La protestation des antifascistes fit cesser ce scandale. Qu'en aura-t-il été cette année ?

La loi de 1972 permet de réprimer certains faits. Ainsi, le tribunal correctionnel de Pontoise a condamné, jeudi 21 avril, M. Jean-Marc Minarro, gardien de la paix, à deux mois de prison dont 8 jours fermes et à 300 F de dommages et intérêts pour avoir dit à une habitante de Sarcelles : « Retourne dans ton pays, sale juive, y'en a assez de vos synagogues. » Deux membres du « Kommando » d'extrême-droite qui avait attaqué le local de la compagnie soviétique Aéroflot, ont également été condamnés à 8 mois de prison avec sursis et à 2 000 F d'amende pour violence à agent. Peines de prison également pour deux militants du Parti des Forces Nouvelles qui avaient saccagé le local du Parti communiste français à Lunéville et à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle).

On peut se demander pourtant les raisons de la célérité avec laquelle on a relâché l'ancien barbouze, André Congos, membre du S.A.C. et des Républicains indépendants, qui faisait de la fausse monnaie en or. Un de ses collègues, arrêté et relâché avec lui, ancien membre de l'O.A.S., Jacques Marchant, était possesseur d'un dépôt d'armes automatiques... Une des hypothèses avancées était que l'or utilisé par Congos et cie pouvait provenir du fameux « casse » de Nice. A-t-on voulu fermer les yeux sur des liens confidentiels entre certains milieux qui naviguent entre la pègre, l'extrême-droite et la majorité présidentielle ? On s'attend, la prochaine fois, à ce que ce genre de prévenu soit... privé de dessert !

du cosmopolitisme dans les nations occidentales. Depuis peu, ils se sont sentis touchés par la grâce de l'apartheid, le parangon de la haine, le seul pays gouverné par un authentique nazi, ayant fait ses preuves comme tel durant la guerre. Ils ont organisé en début mai un meeting à l'école des sciences politiques, avec la présence d'un représentant de l'ambassade sud-africaine. Sur une de leurs affiches, on pouvait lire : « Vive l'Afrique du Sud, le seul pays où l'on puisse encore broyer du noir ! » Nul doute que ce soutien à l'apartheid aura permis de réduire les problèmes de trésorerie. La presse anglaise a démontré que les groupes extrême droite qui s'étaient chargés de cette besogne dans le Royaume-Uni avaient été largement financés par l'Afrique du Sud pour le faire.

Ainsi, là encore, la lutte antiraciste ne se divise pas. Il n'y a pas une victime du racisme, pas un antiraciste sincère qui puissent faire un choix dans les discriminations ou les préjugés à combattre, dans la haine à abattre, comme le 8 mai où tomba le plus ignoble, le 8 mai que rien ni personne ne pourra arracher du cœur des hommes qui, sur les cinq continents, sont amoureux de l'amitié, de la paix, de la justice.

Michel DOUMEYROUX

# pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■

## cinéma



Laurent Heynemann pendant le tournage de son premier long métrage.

## la question

« Non pas un film sur la torture, mais un film qui définit pour moi ce qu'est l'héroïsme moderne. » Ainsi, Laurent Heynemann décrit-il son premier film, « La question », d'après le livre d'Henri Alleg, qui fit tant de bruit, en 1958, alors que la France s'enlisait dans la désastreuse guerre d'Algérie, et ternissait son image par l'horreur de la répression qu'elle faisait peser sur un peuple luttant pour sa libération. L'héroïsme moderne, cela voulait dire aussi mourir sous la torture, comme Maurice Audin, pour avoir trop tôt compris que l'honneur de son

nom d'homme le plaçait du côté de la libération de l'Algérie, contre ceux qui l'ensanglantaient, à rebrousse-poil de l'histoire et de la conscience humaine. L'héroïsme moderne, c'est donc l'amitié militante entre les peuples... jusqu'à mourir ! Mais alors, qui donc a pu prendre la décision absurde et scandaleuse d'interdire cette splendide leçon aux jeunes de moins de dix-huit ans. A moins qu'on ne veuille une nouvelle fois condamner Socrate... « parce qu'il pervertissait la jeunesse » !

M.M.

## émitai

« Emitai » (Dieu du tonnerre), est inspiré par un fait historique : le village d'Efok en Casamance au sud du Sénégal a été rasé par les troupes coloniales françaises.

La France alors en guerre contre l'Allemagne nazie pille chaque jour le Sénégal tant en hommes (les tirailleurs sénégalais) qu'en vivres (le riz).

Emitai est le récit de la résistance d'un village qui ne veut pas livrer son riz à l'occupant français. Mais c'est aussi « l'exaltation collective de l'ensemble des femmes du village dont au surplus, j'ai souligné la farouche détermination qui tranche avec les tergiversations des hommes... » comme déclarait Sembène Ousmane

à Guy Hennebelle (dans le N° 43 de « Ecran 76 »).

Le riz étant sacré chez les Diola, seule la femme peut en disposer.

Tourné en 1971, avant « Xala », « Emitai » succédait à « La Noire de... » et au « Mandat ». Il avait pour but « d'illustrer la résistance anticolonialiste des Africains, tâche qui n'a pas encore été beaucoup prise en charge par les cinéastes africains à ce jour » (« Ecran 76 » - N° 43).

« La guerre européenne dure De Gaulle succède à Pétain L'Histoire coloniale est la même Le drame d'Efok se joue. » (Ousmane Sembène)

(1) 1er Prix du Cinéma Afro-Asiatique, 1er Prix du Philadelphia Black Film Festival, 2e Prix du Festival de Moscou.

droit et liberté ■ n° 358 ■ mai/juin 1977

## les 21 heures de munich

L'air du temps est, pour le cinéma américain, aux reconstitutions qui se veulent historiques, des épisodes les plus spectaculaires, notamment des affrontements israélo-palestiniens.

Loin d'Entebbe et de ses films triomphalistes, W. A. Graham a reconstitué minutieusement la tragédie des Jeux Olympiques de Munich.

Le matin du 5 septembre 1972, huit Palestiniens de l'organisation « Septembre Noir » pénétraient dans le village olympique et prenaient en otage neuf sportifs israéliens. Vingt-et-une heures plus tard, sur un anonyme terrain militaire Ouest-Allemand, cette prise d'otages s'achevait dans un inutile carnage.

W.A. Graham décompose ainsi les différents actes et permet au spectateur de prendre un peu de recul et de faire d'amères constatations quant à l'incapacité et l'irresponsabilité de certains gouvernements.

Le déroulement du récit se veut clair et dépassionné, il y réussit et, à l'exception de quelques artifices de mise en scène, la sobriété est une des qualités de ce travail.

Les limites de ce type de film sont malheureusement de montrer, du conflit israélo-arabe, toujours l'image la plus spectaculaire, mais peut-être aussi la plus étrangère et, en ce sens, aucun choix n'est neutre. Ainsi la solution de ce règlement n'est certainement ni à Entebbe ou à Munich, ni à Paris où on assassine des membres de l'O.L.P., mais peut-être dans cet « Ailleurs » qu'est le Proche-Orient.

## les ambassadeurs

De son village d'origine à la Goutte d'Or, de « émigré » à « immigré », l'itinéraire d'un travailleur maghébien vu par Naceur Ktari.

Ambassadeurs prolétaires de régimes qui trouvent leur compte dans cette émigration ! Naceur Ktari a pourtant, malgré le titre de son film, peu parlé de cette double dépendance du travailleur immigré. Leur fonction est donc double : donner une image respectable de leur pays avec toutes les soumissions que cela implique et vendre leur force de travail.

Le problème posé par le film

recoupe celui plus général du cinéma antiraciste ou immigré. C'est-à-dire que ce cinéma existe mais ne réfléchit pas assez et il se borne à constater, ce qui est insuffisant.

Naceur Ktari, nous parle pourtant de deux racismes, l'un au niveau des structures économiques et politiques : propre, silencieux, abstrait, et celui qui existe au niveau des porteurs directs, nostalgiques d'une époque coloniale : violent, cruel, sale. Quelle est donc la relation entre les deux ? De quelle façon fonctionne la courroie de transmission ? Autant de questions auxquelles le cinéma immigré se doit de tenter de répondre, pour ne pas courir le risque de se voir récupérer et intégrer.

Le témoignage de Ktari est de bonne qualité. Tout comme sont véridiques les ratonnades décrites, mais prenons garde de ne pas laisser les constats se substituer aux analyses.

## vermisat

Distribué et projeté par le studio des Ursulines, « Vermisat » (ramasseur de vers) de Mario Brenta connaît des démêlés avec la censure française qui pourrait interdire ce film aux moins de 18 ans. Il n'y a pourtant dans ce film ni violence ni pornographie au sens « démocratie libérale avancée » du terme.

Ce film est l'autopsie de la perte de l'identité de Vermisat, personnage sous-prolétarisé de la région de Milan. Il n'y a pas les répits que nous accordait Scola dans « Affreux, sales et méchants », ni les pauses que nous retrouvons sur l'itinéraire de la perte d'identité du héros de « Pain et chocolat ». Rien qui nous permette d'espérer. Vermisat est déjà « personne » et ne s'appartient plus. Ainsi quand, perdant une main, il ne pourra plus fouiller la vase pour trouver les vers nécessaires à la pêche, il vendra son sang et il se videra. Soutenu par une bande son dont les silences ont rarement été aussi significatifs et oppressants. Ce film ouvre de nouveaux horizons dans la description du réalisme intérieur.

Et bien cela, le gouvernement ne semble pas le tolérer. Certains censeurs avaient inquiété Bergman. Qui sont-ils aujourd'hui ceux qui veulent étouffer le bouleversement que cette œuvre provoque ? Veut-on réduire au silence le cri de Mario Brenta ?

Pascal POUILLOT

**droit et liberté**  
cherche ami(e) bénévole  
pour le classement de ses archives

**piédssensibles**  
les chausseurs  
du confort et de l'élégance  
Choix unique en cheveau  
en sports et en bottes  
(9<sup>e</sup>) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M<sup>o</sup> St-Lazare - Trinité)  
(6<sup>e</sup>) Rive gauche - 85, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone)  
(10<sup>e</sup>) Gare de l'Est - 53, bd. de Strasbourg (Métro Château-d'Eau)  
Magasins ouverts tous les lundis

maladies  
STOP  
OLLÀ  
venériennes  
prévenir vaut mieux que guérir  
un article  
d'hygiène  
pas comme  
les autres

## à la télé variétés

une certaine  
afrique du sud  
sur  
le petit écran

La première chaîne de télévision a une notion très particulière de l'information. Le 5 mai, « L'évènement » proposait un film sur l'apartheid, suivi d'un commentaire. Le film, qui ne montrait que les aspects les plus superficiels de l'apartheid, a eu comme seul commentateur, le professeur Chris Barnard qui s'est attaché à faire l'apologie du système, en pleine évolution, selon lui, et en toute occurrence la meilleure façon... d'amener les Noirs au progrès occidental ! Le M.R.A.P. a écrit au directeur de la chaîne pour demander un droit de réponse pour le mouvement de libération de l'Afrique du Sud, l'A.N.C.



D.R.

jean-roger caussimon

Ah ! quelle soirée ! Vous connaissez Jean-Roger Caussimon ? Comment ? « Nous deux », « Le temps du Tango » !

Oui, vous connaissez, bien sûr. Qui n'a pas fredonné ses chansons ou même été ému par leur prenante beauté, leur tendresse, leur vague d'évocations puissantes. Et bien, le voilà, lui, sur la scène, interprétant ses propres textes, merveilleusement accompagné par Eric Robrecht au piano.

Quelle révélation que cet auteur qui boue d'un immense talent de chanteur et de comédien, qui nous mène du bout des lèvres dans différents ports, dans les bastringues où rient et meurent filles et matelots, qui nous fait danser le tango ou la java à La Varenne. Si on le suit de grand cœur c'est que parfois comme lui on a la larme à l'œil, on s'attendrit à

l'évocation de la mère, de l'aïeul ou du vieux cheval, de l'enfant adoré célébré dans un beau poème écrit avec un jeune travailleur algérien.

Mais aussi, on découvre un Jean-Roger Caussimon plus « engagé » (il dit lui-même que cette nouvelle orientation lui est imposée par les événements) au sens où il se fait le témoin lucide et piquant de son époque. Témoin de la vie quotidienne, des préoccupations et des réalisations de son temps qui toutes ont laissé leurs empreintes sur lui : c'est « Orly-bar », « Le jour viendra », « Les milices », « Le gauchisme à la mode », et bien d'autres encore...

Témoin pathétique ou ricaneur, il dit les choses comme il les pense et si son public l'acclame, il dérange bien des gens, telle la direction de Renault qui lui a interdit de chanter pour les ouvriers dans une salle réservée à cet effet, à l'heure des repas. Mais Jean-Roger n'a pas « déguerpi », il a fait un triomphe.

Souhaitons-lui une longue carrière et allez le voir.

Lucky THIPHAINE

## livres

« La lente rupture ». Que se passe-t-il de l'autre côté des Pyrénées ? Longtemps le bastion du dernier vestige des dictatures fascistes des années 30, le pays de Santiago Carillo et de Juan Carlos, avec la fin du franquisme connaît des mutations sociopolitiques, qu'un petit livre, le plus récent sur l'Espagne, nous explique : « La lente rupture : l'Espagne entre le franquisme et la démocratie ». L'auteur tente de répondre aux questions brûlantes pour notre voisin latin : comment est faite cette nation espagnole qui connaît de très vivaces nationalismes anti-centralisateurs ? Quelles sont les différentes familles politiques espagnoles d'aujourd'hui ? Quel rôle jouent encore l'Armée, l'Eglise etc... ?

Par Jean Rony aux Editions Sociales

# sur les juifs d'u.r.s.s.

En 1956, lors d'une rencontre avec les dirigeants de la S.F.I.O., J. Khrouchtchev, répondant à une question de Maurice Deixonne, affirme : « Il subsiste chez nous des sentiments antisémites. Ce sont des survivances d'un passé réactionnaire. »

C'est ce que l'on peut lire, à la page 117 de l'ouvrage de Christian Jelen et Léopold Unger, « Le grand retour » (éditions Albin Michel), consacré aux juifs, en U.R.S.S. Pourtant, le livre révèle, en citant ses sources, que les « survivances d'un passé réactionnaire » en l'occurrence le racisme antisémite, ont parfois trouvé en U.R.S.S. de singulières complaisances, et même, dans certains cas, un appui non déguisé.

Le livre de Kitchko, publié en 1963 sous le titre « Le judaïsme sans fard » est évidemment raciste, sous couleur de lutte pour la laïcité. On peut lire, en 1960, dans le « Kommunist » du Daghestan : « Les juifs croient que le fait de boire du sang au moins une fois par an leur sera compté comme une bonne action ». Le démenti apporté par les autorités à cette légende raciste n'ôte rien à l'étonnement qu'on éprouve à constater, dans la presse officielle, de telles « survivances d'un passé réactionnaire ». Citons enfin l'article paru dans une publication de l'ambassade de l'Union Soviétique en France et qui reprenait presque mot pour mot une publication antisémite de l'époque tsariste, article condamné au titre de la loi de 1972 contre le racisme.

En ce qui concerne la dernière période, marquée par l'aggravation de la tension au Proche-Orient et par les problèmes liés à l'émigration juive vers Israël, « Le grand retour » ne donne pas de citations « officielles » dont l'antisémitisme « primaire » soit aussi flagrant que celles de la période précédente. Néanmoins, le désir d'émigrer d'un grand nombre de juifs, la forme prise par les tracasseries administratives, et même la répression qui s'exerce à l'égard de ceux qui ont émis le vœu d'émigrer en Israël, ne sont-ils pas des signes de l'existence d'antisémitisme ? Et est-ce un hasard si l'écrivain Ehrenbourg déclare, en 1961, alors qu'il reçoit l'Ordre de Lénine : « Aussi longtemps qu'il restera un antisémite sur cette terre, je proclamerai que je suis juif. » ?

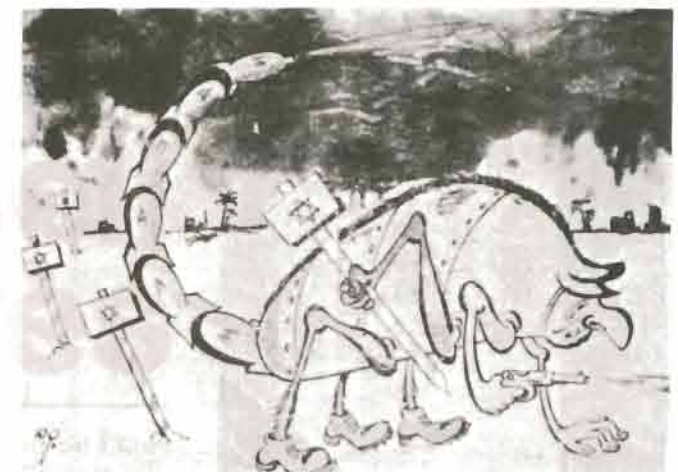
« Le grand retour » a pourtant trois graves défauts qui amoindrissent considérablement son intérêt et sa crédibilité. Le premier est d'avancer certaines idées purement gratuites; ainsi, le fait que Staline aurait prévu, lui aussi, « la solution finale », affirmation tempérée par une phrase indiquant que l'on ne possède « aucune information sûre » sur ce sujet !

Le second est la confusion permanente entre la dénonciation du sionisme et l'antisémitisme. Le troisième est l'assimilation parfaitement abusive, en l'espèce, de tous les juifs soviétiques avec ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont émis le vœu d'émigrer en Israël. Les auteurs parlent avec mépris des autres comme étant ou « bons juifs », des « juifs officiels », etc.

Dans un chapitre intitulé « les résistants », on fait l'apologie de deux juifs qui tentent de fuir leur pays, au moment même où celui-ci est entrain de fournir le plus important effort de la guerre contre le nazisme hitlérien et que 20 000 000 de leurs compatriotes sont massacrés. Les difficultés qu'ils rencontrèrent dans leur entreprise doivent-elles être assimilées à de l'antisémitisme ? A un autre moment, on nous donne en exemple un juif soviétique qui déclare, après la guerre des six jours : « Soudain, nous n'étions plus des couards. Nous remportions une victoire militaire. Nous en humiliions d'autres. En six jours, nous étions devenus un peuple comme les autres. » Il y a fort à parier que beaucoup de juifs ne se reconnaîtront pas dans ces fortes maximes. Il est évident, également, que de telles confusions ne peuvent aider à résoudre les problèmes posés.

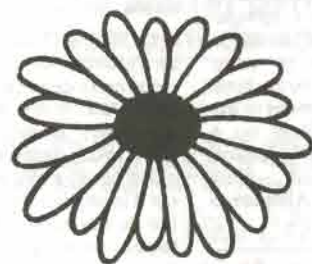
La politique de l'Union Soviétique, si elle reconnaît le droit d'Israël à l'existence, n'en est pas moins opposée à la politique de cet Etat, ce n'est un secret pour personne. Bien des faits relatés dans « Le grand retour » montrent que l'Etat soviétique n'a pas suffisamment développé l'explication sur la différence entre juif et sioniste, entre juif et Israélien, entre ce que peuvent être les aspirations d'un individu et ce qu'est la politique d'un Etat. Ces confusions entraînent un antisémitisme qui nuit à la cause qu'on prétend défendre, en même temps qu'il insulte à l'humanité. Les auteurs du « Grand retour » auraient été bien inspirés de se limiter à cela. Ils auraient évité les pièges que tend la passion. Leur livre eût été plus court. En eût-il été moins grave ?

Théo Saint-Jean



L'opposition au sionisme, utilisée dans cette caricature parue dans la presse soviétique, les stéréotypes de l'antisémitisme.

On peut regretter que l'ouvrage « Le grand retour » qui la critique à juste titre fasse également la confusion entre antisémitisme et opposition au sionisme.



maillots de bain

**bilytis**  
PARIS

creations  
**Brzoza**  
et fils  
hommes dames juniors  
Tél. : 272.80.57  
887.96.44  
278.39.17  
MAGASIN DE VENTE :  
4, RUE SAINTE-ANASTASE  
75003 PARIS (ANGLE 69, RUE DE TURENNE)  
SIÈGE SOCIAL :  
20, RUE DE THORIGNY, 75003 PARIS

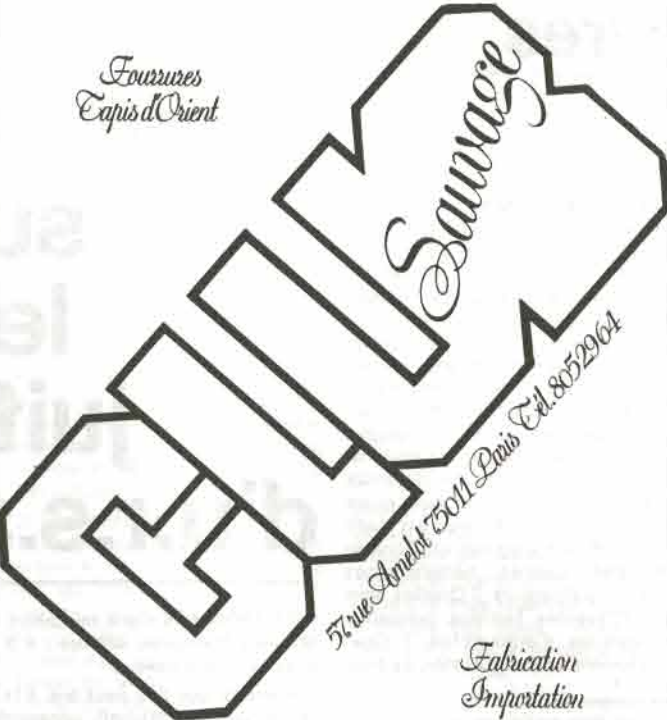
MANUFACTURE DE VÊTEMENTS CUIR  
ÉTABLISSEMENTS  
**S. A. M.**  
79, Rue Charlot - PARIS-3<sup>e</sup>  
Tél. 272 77-99  
Métro : République



daniel hechter

12 fg saint-honoré 75008 paris  
tél. 265.59-65 et 71-53

*Fourures  
Capis d'Orient*



*Sauvage*

57 rue Amalot 75011 Paris Tél. 8052964

*Fabrication  
Importation*

**ahne  
créations doré**

19, rue béranger - 75003 paris

272.12.71  
887.79.05

**magasin de vente :**  
123, rue de turenne - 75003 paris  
272.02.89

**TAL**

PRÊT A PORTER  
PARIS

■ action ■

gros plan

# du conseil au congrès

Pour la première fois, le Conseil National du M.R.A.P. s'est réuni en province; à Clermont-Ferrand, le 17 avril. La veille s'était déroulé, au même endroit, un stage de militants. Le comité local avait, en outre, organisé une réception fort réussie, où se cotoyaient conseillers municipaux, représentant de l'Evêque, délégués de partis, syndicats et associations, unanimes à apprécier et soutenir l'action de notre Mouvement. Enfin, une représentation de la pièce « **Les immigrés** » a été offerte, le samedi soir, par le Théâtre Permanent de Clermont-Ferrand.

Tout cela témoigne de beaucoup de dynamisme et de jeunesse, du développement constant du M.R.A.P., indispensable pour faire face à l'aggravation du racisme.

Le rapport d'Albert Lévy au Conseil National analysait ce **racisme de crise**, qui se caractérise par des tentatives insistantes pour diviser les travailleurs, intimider les immigrés et détourner contre eux le mécontentement de l'opinion publique. L'antisémitisme, lui aussi, apparaît comme un recours classique pour nourrir confusions et diversions. De plus, le climat de violence, dont les agressions contre le M.R.A.P. sont une illustration, tend à susciter la peur et la paralysie du mouvement démocratique tout entier. Sous tous ses aspects, cette situation est lourde de périls pour l'avenir.

Aussi, des dispositions ont-elles été prises pour développer contre les campagnes racistes une information et une argumentation efficaces : réalisation d'affichettes explicatives; efforts accrus pour l'adoption de notre proposition de loi contre les expulsions arbitraires; démarches auprès des parlementaires pour faire abroger le décret-loi de 1939 qui limite le droit d'association des étudiants et travailleurs étrangers; publication d'un document sur le néo-nazisme; organisation d'un colloque destiné à réfuter les thèmes anti-immigrés les plus répandus...

Les participants ont montré, dans un débat très riche, à travers maints exemples concrets, la **nécessité** d'accroître l'action et l'influence du M.R.A.P. et, en même temps, la **possibilité** de le faire. Plus que jamais, notre Mouvement peut et doit unir dans un esprit de large ouverture tous ceux qui ont la volonté de « **faire quelque chose** » contre le racisme, depuis la simple cotisation jusqu'au militantisme actif, et quelles que soient leurs conceptions politiques, religieuses ou philosophiques. Nous devons tenir le plus grand compte de cette diversité pour recruter des milliers d'adhérents et implanter de nouveaux comités locaux. Les comités existants s'efforceront d'en créer d'autres dans leur département et leur région. Des conférences régionales devront être organisées dans les prochains mois.

Le Conseil National a élaboré diverses mesures pour faciliter la **circulation de l'information** antiraciste à l'intérieur et à l'extérieur du M.R.A.P. Bien entendu, **droit et liberté** joue dans ce domaine un rôle décisif. Mais il est prévu une meilleure utilisation de nos livres et documents; des fiches techniques, des bandes sonores sont en préparation; notre filmothèque sera enrichie; de nouvelles affiches seront éditées, et celle qui reproduit la Loi du 1er juillet 1972 donnera lieu à une vaste diffusion dans tous les lieux où elle peut être utile. Ajoutons qu'une tournée de la pièce « **Les immigrés** » s'organise avec le Théâtre Permanent de Clermont.

L'**appel des maires de France** contre le racisme, qui porte déjà plus de 200 signatures, et les suggestions que le M.R.A.P. a faites aux municipalités, ouvrent également aux comités locaux des perspectives d'action en profondeur.

D'autres décisions portaient sur la participation aux manifestations du 8 mai et la célébration de l'anniversaire de Soweto. Surtout, le Conseil National a décidé que **le prochain congrès du M.R.A.P. aura lieu cette année, à Paris, les 26 et 27 novembre**. Ce sera un grand congrès, qui reflètera les mutations actuelles du racisme et de la lutte antiraciste, ainsi que celles qui se produisent, par contre-coup, dans notre Mouvement lui-même : un congrès d'où nous sortirons plus forts, mieux à même de combattre tous les racismes et d'œuvrer à l'amitié entre tous les peuples.

droit et liberté ■ n° 358 ■ mai/juin 1977

LOI  
DU 1<sup>er</sup> JUILLET  
**1972**  
LA LOI FRANÇAISE CONTRE LE



VICTIMES DE TENIONS D'ACTES RACISTES  
FAITES SPÉCIALEMENT POUR LES VICTIMES OPPRIMÉES  
PRENEZ CONTACT IMMÉDIATEMENT AVEC LE M.R.A.P.  
C'EST UN DEVOIR MORAL DE FAIRE REJECTER LA LOI!

**M.R.A.P.**  
Mouvement contre le racisme  
l'antisémitisme et pour la paix  
120 rue saint-Denis 75002 Paris  
233 09 57

partout

Cette affiche était attendue. Mettre à la vue de tous, dans tous les milieux, le texte intégral de la Loi du 1er juillet 1972, c'est à la fois aider les victimes du racisme à mieux se défendre et les antiracistes à agir. C'est en outre un avertissement, peut-être dissuasif, à ceux qui seraient tentés de contrevenir, par leurs paroles ou leurs actes, à cette loi française que le M.R.A.P. a fait voter après 13 années d'efforts.

Imprimée en tricolore, la nouvelle affiche éditée par notre Mouvement est d'une présentation très attirante; à peine sortie des presses, elle connaît un immense succès.

Nombreux sont les amis qui voudront la posséder pour eux-mêmes. Surtout, les militants, les comités locaux vont se lancer dans une vaste campagne pour la faire connaître et apposer dans les édifices publics, sur les panneaux municipaux, dans les écoles, foyers d'immigrés, comités d'entreprises, bibliothèques, locaux syndicaux et d'associations les plus diverses - en un mot partout où cela est possible. Tous ceux qui prendront part à cette salutaire campagne d'information auront grandement servi la cause antiraciste et, plus généralement, la justice.

L'exemplaire : 10 francs.  
A partir de 10 : 5 francs.

(Prix spéciaux pour les organisations et les comités locaux du M.R.A.P.)  
Commandes au M.R.A.P., 120 rue Saint-Denis, 75002 PARIS. C.C.P. 14825-85 PARIS.

# l'algérien en europe

pour mieux vous informer sur :

- les problèmes de l'émigration algérienne, en particulier ;
- et les problèmes de l'immigration, en général.

## abonnez-vous à l'algérien en europe

ORGANE DE L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE  
3, rue Joseph-Sansboeuf, 75008 Paris  
Téléphone 387.35.09

### Tarifs :

France : (1 an) 30 F - (6 mois) 15 F ;  
Algérie et autres pays : (1 an) 35 F - (6 mois) 20 F

(Spécimen gratuit aux lecteurs de DROIT ET LIBERTÉ)

Toute votre vie, vous vous souviendrez du mariage de vos rêves...

**PRONUPTIA**  
DE PARIS



Pour les mariés, le cortège et les invités, une prestigieuse collection **PRONUPTIA** et JACQUES HEIM

MAGASIN PRINCIPAL :  
18, rue du Faubourg-Montmartre - 75009 PARIS  
Tél: 770.23.79

A PARIS, dans la région parisienne et les principales villes de France et de l'étranger

Catalogue couleur 88 pages à retirer au magasin.

# antiracisme à la télé



Le Théâtre Permanent de Clermont-Ferrand à l'émission du M.R.A.P.

Chacun a pu suivre le 29 avril, sur FR3, la Tribune libre du M.R.A.P. Elle a donné lieu à un abondant courrier, dont nous reparlerons le mois prochain dans **droit et liberté**.

On a pu y voir et entendre un journal télévisé, d'une forme et d'un contenu particuliers, animé par Jean Lacouture. Le M.R.A.P. a pu ainsi présenter - une fois n'est pas coutume - des informations réfutant les principaux préjugés qui visent les immigrés : à propos du chômage, un reportage de Jean-Louis Sagot-Duvaurox (donné dans ce numéro page 6) lors de la manifestation à Paris des travailleurs de la sidérurgie de l'Est; sur la sécurité sociale et les maladies soit-disant importées par les étrangers, une interview du Dr François Grémy, professeur à l'Hôpital de la Salpêtrière. La parole fut aussi donnée au chroniqueur judiciaire Frédéric Pottecher, qui évoqua en termes précis et émouvants quelques crimes racistes de la dernière période et l'impunité dont bénéficient souvent les agresseurs et les assassins d'immigrés.

Pour finir, Jean Lacouture s'entretenait avec Pierre Paraf, président du M.R.A.P., de la nécessité de plus en plus criante et ressentie de l'existence de notre Mouvement, de l'efficacité et des développements de son action, de l'utilité de le renforcer chaque jour davantage face à la montée du racisme en France et dans le monde, de l'espoir que fait naître la lutte de voir se transformer les choses en un devenir meilleur plus fraternel et plus humain, enfin de la place importante que tient **droit et liberté** dans ce combat.

Comme on le voit, une émission riche en éléments d'information et de réflexion, pourtant entrecoupée d'un sketch d'une ironie cinglante sur les préjugés raciaux, interprété avec brio par le Théâtre Permanent de Clermont-Ferrand « monté » spécialement à Paris, avec Jacques Albaret, Hadda Kaouachi, Anne Plumet et Martine Madéore.

Ce sketch démonte le racisme latent qui s'exprime à petite dose quotidiennement et qui néanmoins, un jour ou l'autre, fait « sa » victime avant de déboucher sur le drame. Il est l'une des séquences de la pièce « Les immigrés ».

Ce spectacle (en 11 tableaux), après avoir été présenté à Clermont-Ferrand, entreprendra une première tournée sous l'égide du M.R.A.P. du 18 au 29 juin dans le sud de la France. Après chaque présentation, un militant du M.R.A.P. et les cinq comédiens assureront l'animation d'un débat sur les thèmes soulevés par la pièce. Il est souhaitable que les comités locaux du M.R.A.P. mettent tout en œuvre pour que circule cet excellent spectacle, et contribuent à son succès.

Pour tout renseignement s'adresser au siège du M.R.A.P. (tél : 223.05.57, demander Dominique Guillemot) ou à Patrice Lescure (Comité de Clermont-Ferrand; foyer Blaise Pascal; 10, rue Delarbre, 63000 Clermont-Ferrand.)

LT.

## les organismes dirigeants du m.r.a.p. élargis

A sa réunion du 17 avril, le Conseil National a décidé d'élargir, pour la préparation du congrès de novembre, les différents organismes dirigeants du M.R.A.P.

**Secrétariat national** : Marc Mangin est élu membre du secrétariat national; Dominique Guillemot est associée à son activité.

**Trésorerie** : Claudine Goulin (Paris) est élue trésorière du Mouvement, en remplacement de Francis Boniart, qui, pour des raisons personnelles, est maintenant dans l'impossibilité d'accomplir cette tâche.

**Bureau National** : sont élus au Bureau National : Francis Angelloz (Haute Savoie) Marc Mangin (Loiret), Michèle Roudès (Val de Marne), Josette Tichauer (Essonne).

Sont associés à l'activité du Bureau National : Michel Bilis (Paris), Caroline Drucker (Paris), Dominique Guillemot (Paris), Pierre Krausz (Essonne), Patrice Lescure (Puy-de-Dôme), René Mazenod (Puy-de-Dôme), Jacky Nioche (Maine-et-Loire), Jean-Jacques Poignant (Haute-Marne).

## flash

Le M.R.A.P. est intervenu auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis, du gouverneur et des autorités judiciaires de Caroline du Nord pour protester contre les menées racistes qui ont abouti à la condamnation des « Dix de Wilmington » (voir **droit et liberté**, février 1977) et demander leur libération lors du procès en appel, le 9 mai. Il a, d'autre part, adressé un message au meeting organisé à Paris par le P.C.F., avec la participation d'Angela Davis. Une délégation du M.R.A.P., composée de Georges Cukierman, secrétaire national, et Robert Pac, membre du Conseil National, s'est entretenue, le lendemain, avec la grande militante noire américaine.

Un texte dénonçant les attentats contre le M.R.A.P. et ses dirigeants, et appelant à la lutte contre le racisme, a été publié le 8 mai dans « **Le Monde** » par près de 150 signataires, membres ou non du Mouvement.

Le comité de Massy (91) a organisé le 14 mai, à la bibliothèque départementale, une « table ronde » sur le M.R.A.P. et son action. Le film « **Négritudes** », de Jean Schmidt, a été projeté. Le 21 mai, le comité a pris part à un

**droit et liberté** n° 358 mai/juin 1977

débat autour du film « **L'Autre France** », d'Ali Ghalem, dans le cadre de la Semaine Franco-portugaise.

Pierre Paraf a dédié ses livres, le dimanche 24 avril, au stand de ses éditeurs et à celui du comité local du M.R.A.P., à la Fête du Livre et du Disque, à Choisy-le-Roi (94).

Le comité local du M.R.A.P. de Sartrouville (78) et le C.L.E.P.R. ont participé à une Semaine d'animation dans le nouveau quartier des Indes, à l'initiative du Théâtre de Sartrouville. Ils ont présenté une exposition sur le thème de la fraternité, comportant des dessins d'enfants du Centre Aéré, et une enquête réalisée par un groupe de lycéens, auprès de la population de ce quartier et des responsables d'associations d'immigrés. Fin mai et début juin est prévue au lycée une semaine consacrée au racisme et à l'immigration.

Le comité du M.R.A.P. de Haute-Savoie, qui porte le nom de Martin Luther King, s'est associé à l'action pour la libération des Dix de Wilmington, aux Etats-Unis : il a écrit au juge et au procureur de Raleigh, ainsi qu'au gouverneur de la Caroline du Nord. Par un tract, il a invité la population à intervenir également.

Le M.R.A.P. a apporté son concours à la Semaine de lutte contre l'apartheid qui s'est déroulée à Saint-Nazaire, du 25 avril au 7 mai, à l'initiative du Centre de Culture Populaire, soutenu par une quinzaine d'organisations. La pièce d'Anne Barbey « **A. Sud-Afrika** », montée en collaboration par le C.C.P. et la Troupe des Quatre Chemins a connu un vif succès. Plusieurs films ont été présentés. Le 7 mai, Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P. a animé un débat, après la projection de « **La dernière tombe à Dimbaza** ».

Au congrès de l'Union Générale des Etudiants, Elèves et Stagiaires Sénégalais, qui s'est tenu à Antony, le 6 avril, le M.R.A.P. était représenté par Pierre Krausz, qui a prononcé une brève intervention.

Au cours d'une Semaine d'information sur l'apartheid, organisée par le Comité de Liaison des Groupes Tiers-Monde de Dijon, avec le concours du M.R.A.P., un meeting a eu lieu dans cette ville le 22 avril, avec la participation de Solly Smith, de la S.A.C.T.U. (Syndicat clandestin de l'Afrique du Sud), d'Albert Lévy et d'Anne-Marie Goguel, membre du Bureau National du M.R.A.P.

## souscription

La souscription lancée par le M.R.A.P. à la suite des attentats et agressions contre ses locaux et ses militants, se poursuit. Elle ne doit pas se ralentir, car, plus que jamais, notre action doit s'amplifier.

Bloch, Metz : 100 F; Friedland, Paris : 250 F; Martinet, Orsay : 160 F; Jean Mercure, Paris : 200 F; Ruiz, Mirabeau : 100 F; Loi, Aubervilliers : 100 F; Adler, Paris : 100 F; De Botton, Clamart : 100 F; Dezert, Clichy : 200 F; Mahieu, Vaucresson : 100 F; Moysse, Bourg-la-Reine : 100 F; Karst, Forbach : 50 F; Camus, Clermont-Ferrand : 50 F; Reynard, Firminy : 50 F; Robert Valbonne : 50 F; Tomiche, Anthaz : 100 F; Hollaender, Besançon : 100 F; Chasse, L'Hay-les-Roses : 200 F; Albertini, Paris : 100 F; Bodik, Boulogne : 100 F; Gen-

dreau, Chaville : 200 F; Weil, Boulogne : 50 F; Barral, Paris : 150 F; Berno, Auxerre : 300 F; Labracherie, Paris : 150 F; Petillot, Pau : 40 F; Blotnick, Paris : 100 F; Jakubowicz, Paris : 100 F; Conan, Manosque : 100 F; Drucker, Paris : 100 F; Chouchan, Paris : 100 F; Rafalovitch, Lyon : 50 F; Jeuland, Saint-Raphaël : 100 F; Théron, Amiens : 100 F; Legault-Demare, Monthéry : 200 F; Volker, Bagneux : 160 F; Barghon, Rennes : 160 F; Bernard, Moreuil : 150 F; Union des Vieux de France : 150 F; Union des Syndicats C.G.T. de Paris : 260 F; Redondo, Viry-Chatillon : 100 F; Vigneron, Pau : 200 F; M.J.C., Caen : 10 F; Carrive, Bourg-la-Reine : 10 F.

## voici les bons de soutien

**5 francs contre le racisme** : c'est ce qui est demandé pour chacun des Bons de Soutien que le M.R.A.P. vient d'éditer. Groupés en carnets de dix, ils permettent de joindre l'utile à l'agréable, puisque deux tirages auront lieu en vue d'offrir aux souscripteurs des cadeaux : **le 30 juin, une semaine aux Baléares** pour deux personnes; **le 3 décembre : deux semaines en Bulgarie, un lave-vaisselle, une camera, un électrophone, etc...**

Ces Bons de Soutien seront largement envoyés à nos amis; si vous n'en recevez pas, demandez-les au M.R.A.P. **C'est un moyen de le renforcer, et, en diffusant les Bons, de le faire connaître autour de vous.**

## carnet

### deuil

Nous avons appris avec une grande tristesse la mort soudaine à 56 ans de **M.P. Naicker**, dirigeant de l'A.N.C., mouvement de libération de l'Afrique du Sud, dont il dirigeait à Londres les services d'information. Militant de valeur, profondément humain, M.P. Naicker avait été, dans son pays, secrétaire du Syndicat de l'industrie sucrière, puis du Congrès Indien du Natal, puis directeur du journal de l'A.N.C., « **Guardian** », et avait à plusieurs reprises connu la prison. Dans un message, le M.R.A.P. a exprimé ses condoléances fraternelles à sa famille et à l'A.N.C.

### mariage

Nous adressons à notre amie Sarah Goldadler, membre du Conseil National du M.R.A.P., nos chaleureuses félicitations à l'occasion du mariage de sa petite-fille, Muriel, avec Gérard Mabe. Nos vœux cordiaux aux jeunes époux.



**bonneterie beaubourg**

société anonyme au capital de 500.000 francs  
272.66-50  
227, RUE SAINT-MARTIN - PARIS 3<sup>e</sup> TÉL. 272.67-82

IMPORTATEUR DIRECT

**POLYSTRAT**  
économise l'énergie  
améliore l'habitat

**FARBOTHERME**

• Produit non inflammable, classé M1.

Ajoute à l'isolation thermique:

- la correction acoustique,
- un aspect décoratif remarquable.

**PLUSIEURS MILLIONS DE M2 POSÉS**

DOMAINE D'UTILISATION: sur tous matériaux.

**Dans l'habitat:**

plafonds de caves, sous-passages,  
entrées d'immeubles.

**Dans l'industrie:**

hangars, sous-faces des voûtes, sheds,  
plaques ondulées, etc...

**Dans les bâtiments des collectivités:**

piscines, patinoires, salles de réunions, églises, etc...

**POLYSTRAT**

45, av. Philippe-Auguste, 75011 Paris  
tél. 371.11.44 - telex polytra 220367



**michel  
bachoz**

7.8.10 rue d'alexandrie

75002 paris

tél. 508.41.74

**PAUL ROTCAGE**

création et recherche de matériaux

diffusé par

**FRANSA**

61 rue de turenne paris 3<sup>e</sup> - tél 887 26-38. 31 15, 31-16.  
société anonyme au capital de 1 000 000 de f  
r c seine 56 b 3430  
telex 21476 f - câble: "telex 21476 fransa paris"

## ■ éducation à la fraternité ■

# du pratico-pratique ou : quand il faut se jeter à l'eau

Voici un petit article... qui n'est pas comme les autres. Ce sont les impressions de « premiers contacts » d'une militante du CLEPR avec le public. Il arrivera bien souvent - et de plus en plus souvent, espérons-le - que des membres du MRAP, éducateurs ou enseignants, mais ne connaissant pas nécessairement le CLEPR, soient sollicités par une école, un lycée, une Maison des Jeunes, un Comité de parents, que sais-je encore ? pour venir parler du racisme, ou de l'éducation à la fraternité, aux jeunes, aux parents, aux enseignants eux-mêmes.

La première fois, cela fait toujours « un petit quelque chose ».

Et ça ne se déroule jamais comme prévu !

Le tout est de ne pas se laisser « démonter ».

Nous avons laissé aux notes de notre amie leur caractère spontané. Elle a intitulé cela : A l'attention d'un animateur néophyte. Nous pensons que, telles quelles, elles convaincront tous les... néophytes en question qu'après tout, il suffit de « se jeter à l'eau ». Et qu'il est bon, ensuite, de noter par écrit quelques observations, en vue de la récursive.

Il s'agit d'une « animation » à la M.J.C. de Sannois (Val d'Oise). La réunion, suscitée par la Fédération Cornec, devait être animée par des membres du MRAP, avec participation du CLEPR. Un débat sur « Les jeunes et le racisme » devait être introduit par un film.

J.P.

Il ne faut jamais croire sur parole ce qu'on vous dit au C.L.E.P.R. Surtout quand on vous dit que vous ne serez pas seul pour animer le débat ! A mon arrivée à la M.J.C., on se précipite sur moi avec la ferme intention de me laisser me débrouiller : les membres du M.R.A.P. ne sont pas là, le film non plus d'ailleurs et une trentaine de personnes (dont un certain nombre d'enfants et de jeunes) attendent qu'on commence. Panique. Je n'avais pas prévu ça. Finalement, tout s'arrangera, nous aurons même des animateurs en abondance, puisque arriveront successivement deux membres du M.R.A.P. d'Ermont (sans film), puis un des rédacteurs de Droit et Liberté (avec film), accompagné d'un membre de l'A.N.C. (African National Congress d'Afrique du Sud) en tournée...

Des observations et critiques que j'ai pu faire lors de cette soirée, il résulte que selon moi, les deux difficultés majeures pour l'animateur sont : de parvenir à faire démarrer la discussion, et d'éviter que ce soient toujours les mêmes qui accaparent la parole.

droit et liberté ■ n° 358 ■ mai/juin 1977

## démarrage

Le film, que nous avons fini par projeter, « Derrière la fenêtre », est excellent, et suscite des réactions spontanées des spectateurs. Thème : embusqués derrière la fenêtre de leur classe maternelle, des enfants observent un vieux clochard-saltimbanque, que l'un d'entre eux a vu faire « des choses magiques » avec une colombe apprivoisée, se faire chasser par un policier d'une pelouse interdite sur laquelle il avait élu domicile avec sa femme, vieille effrayante portant un bandeau sur l'œil. Le débat, que l'institutrice instaure avec les enfants, révèle les influences racistes quotidiennes auxquelles les enfants sont soumis. L'institutrice décide alors avec eux de jouer ensemble « Une journée de romanichels ».

## discussion à partir du film, suggestions

Laisser exprimer le maximum de réactions spontanées.

Faire analyser le comportement des

enfants, qui résulte de sentiments mêlés et contradictoires : sympathie pour « l'homme à l'oiseau », hostilité pour celui qui dérange l'ordre en allant sur les pelouses interdites alors que papa et maman le défendent, peur de la femme au bandeau.

Noter pendant la projection le maximum de phrases dites par les enfants (ce que je n'ai pas fait), souvent drôles ou paradoxales, et les relire en se demandant : Comprennent-ils ce qu'ils disent ? De qui se font-ils les perroquets ? Quel vécu y a-t-il derrière ces phrases prononcées par leurs familles ?

Sans film, j'avais pu m'en rendre compte, le démarrage est plus difficile. Ne pas s'affoler si le silence dure un peu, c'est peut-être inévitable.

Il peut être habile de commencer par un tour de table, révélant la profession, le lieu d'habitation de chacun, ce qui ne manque pas de faire apparaître des cas de racisme ou des situations critiques, à condition que ce tour de table ne devienne pas fastidieux mais puisse s'interrompre pour embrayer sur une discussion dès que celle-ci s'amorce, quitte à être repris si le débat retombe.

Tâcher de tenir prête une panoplie d'anecdotes et d'exemples à proposer au bon moment (voir droit et liberté).

## suite au débat

Intervenir au minimum, et plus pour recentrer le débat ou redistribuer la parole que pour apporter la bonne parole. (A Sannois, toujours les mêmes ont parlé, presque uniquement des membres du M.R.A.P. ou de CORNEC).

On est, ou on croit être, entre non-racistes. L'écueil est donc de voir tout le monde tomber d'accord, fort de sa bonne conscience. Or, les clivages apparaissent dès qu'on analyse les causes du racisme, ce qui amène automatiquement une saine politisation du débat.

Renvoyer aux gens leurs questions, ne pas répondre nous-mêmes aux demandes de définitions (question posée : « Mais au fond, qu'est-ce que le racisme ? ») Ce sont d'excellentes bases de discussion.

Ne pas « rectifier » les idées fausses ni même les énormités ; ce serait réduire leurs auteurs au silence et leur donner mauvaise conscience ; or la mauvaise conscience, comme chacun sait, conduit au racisme.

Tenter de glisser quelque part (au début ?) une page publicitaire sur les activités du M.R.A.P. et du C.L.E.P.R. Prévoir une table d'exposition et de vente (brochures, affiches...) Cela peut être un moyen d'enchaîner sur les moyens d'action contre le racisme, ou venir au cours d'un débat sur ce sujet.

Suite page 31 →

29

prêt à porter féminin

# siguy

☎ 508 09.42

36, RUE DU CAIRE / PARIS 2

# DAISY SIMON

*Meubles Henri-IV*  
43 bis, bl. Henri-IV  
75004 PARIS

*"de l'époque Louis XIII*

Copie de Meubles anciens à la Restauration"  
☎ 887.88.55 - 278.40.44  
272.67.50

# Charles Smit

sportwear  
cuirs et peaux  
Hommes Dames et enfants

20, rue Saint-Claude Paris-3<sup>e</sup>  
Tél. : 887-65-70



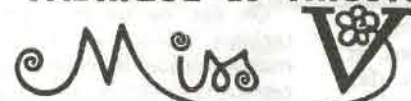
UNE MARQUE HORS CADRE

84, Passage du Caire, 75002 PARIS  
Tél. : 508-15-04

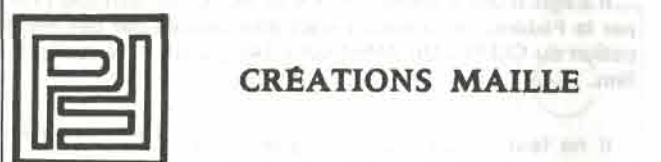
la maille jeune la maille jeune

# verem

FABRIQUE de TRICOTS



Tél. | 233 04 93 218 rue Saint-Denis  
236 50 61 75002 PARIS



CRÉATIONS MAILLE

# E<sup>TS</sup> PERFILS

88-88 BIS, FAUBOURG DU TEMPLE 75011 PARIS

Tél. 357-65-24 et 357-14-83



VÊTEMENTS EN  
Chevreaux double face  
Chevreaux fourrures  
Peaux lainées  
Fourrures

# Indiana Pelisses

40, rue de l'Échiquier  
75010 PARIS  
Tél. : 770-27-77

\* \* \* \* \*

## les jeunes et le racisme

C'était le sujet de notre débat ; or nous en avons finalement très peu parlé, à Sannois comme dans ces notes. En vrac, quelques questions possibles :

- Les jeunes sont-ils moins racistes que leurs aînés ? Pourquoi ?
- Par quel canal les préjugés leur sont-ils transmis ? (famille, école, télé, voisins de palier...) Dans quelle mesure les assimilent-ils ?
- Où commence le racisme ? Les jeunes sont-ils prêts à accepter sans réserve le droit à la différence ?
- Cela a-t-il un sens de parler des « jeunes » comme d'une classe homogène ?
- Le racisme à l'école. Tout le problème de la scolarisation des migrants. Comment est-il vécu par les enfants, les maîtres, les parents ?
- Le racisme et l'école. Que peut être une éducation à l'antiracisme ?
- Le rôle des parents.

Ces remarques m'ont été suggérées par une réunion. Une autre, avec une assemblée différente (par exemple avec plus de travailleurs immigrés) aurait sûrement conduit à d'autres réflexions. Je souhaite vivement continuer le débat. En effet, la réponse à une question : « Que peut-on attendre de telles réunions ? » ne me paraît pas encore bien claire. A Sannois, je suis restée sur ma faim. J'ai envie de recommencer.

Viviane ROSEN

# rosa ma tortue

## « Faire connaissance » avec les travailleurs immigrés qui travaillent sur les chantiers : (1)

Laurent a perdu sa tortue : profitant d'un trou sous la palissade, elle s'est fau-tilée, en son absence, dans un chantier de construction « interdit au public » !...

A l'heure de la pause, le chef du chantier permet à Laurent, botté et coiffé du casque réglementaire d'aller à sa recherche.

Pour les ouvriers italiens, Laurent dessine une tortue sur le sable : « Una tartaruga ? disent les Italiens.

Nulla tartaruga !  
Les Italiens n'ont vu aucune tortue ! »

Mais le travail reprend et l'homme au marteau-piqueur auquel s'adresse Laurent en hurlant ne répondra pas « car il n'a rien entendu ».

Heureusement, sur les conseils du conducteur de la pelleteuse, Laurent entre dans la cabane du gardien Mustapha où il découvre enfin Rosa « au milieu de la table, sur des feuilles de laitue ! »

Et Mustapha promet à Laurent : « Ne t'inquiète plus pour Rosa. Ce soir je clouerai une planche sur le trou de la palissade ! »

Une histoire très simple, comme celle de « Vieux frère de Petit Balai », qui amène cette fois le très jeune lecteur à regarder, derrière les hautes palissades des chantiers « interdits », ces ouvriers du bâtiment parmi lesquels on rencontre en si grand nombre les travailleurs migrants.

Renée BABOULENE

(1) Rosa ma tortue - Albums du Père Castor « premières lectures ».

Au cœur du débat : un monde fraternel pour les jeunes.



droit et liberté • n° 358 • mai/juin 1977

Service Eurépi - Dépôt légal n° 2358 - Commission paritaire n° 21340

# c.l.e.p.r.

« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Boulongne, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot.

Montant de la cotisation :

Membre actif : 10 F.

Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions au C.L.E.P.R. - 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulene, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).



# LES MIGRATIONS DE DJEHA

Notre ami Djeha découvre à quelles conditions il faut accepter du travail, quand on est un travailleur immigré.



par SALADIN

